

ASSOCIATION SUBAAHI GUMO
ASG
Tél : (+223) 20 22 14 39
Rue 136 ; Porte 712
Badalabougou – Bamako
E-mail : subaahigumo@yahoo.fr



L'Éducateur est médiateur

- **Du Savoir**
- **De l'Humanité**
- **Des Valeurs sociales**

RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL DE ASG

EXERCICE 2022

I. INTRODUCTION

Le présent rapport couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, et retrace les activités que l'ONG ASG a menées avec ses partenaires dans les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou.

L'année 2022 a été marquée par la poursuite, la consolidation et l'élargissement du partenariat à travers la négociation des nouveaux contrats avec d'autres partenaires et la prolongation de ceux déjà en cours qui doivent prendre fin, ce qui a occasionné la continuité et la consolidation de la coopération avec les différents partenaires techniques et financiers.

Il faut ajouter à cela la forte participation du personnel de la Direction Exécutive aux activités organisées par les partenaires techniques et financiers et les organisations faitières dont ASG est membre (Ateliers de formation, espace d'échanges, prise de position, etc.)

Au titre des activités programmatiques, l'année 2022 a été marquée par la mise en œuvre des Projets de développement et d'urgence et la clôture d'autres projets ONU FEMMES, SWEDD, PROFIG-violences, AECID-APEEM, Kisili)

Dans la région de Ségou :

- Projet d'Appui à la Scolarisation des filles (PASCOFI) en partenariat avec EUMC Canada

Dans la région de Mopti :

- Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel « **SWEDD** »
Composante 1 : Améliorer la demande régionale de services de santé et accroître l'autonomie des femmes et des adolescents
Sous-composante 1.2 : Interventions communautaires pour faire progresser l'autonomie des femmes
- Projet éducation, cohésion sociale, protection, insertion maintien et finalité scolaire des filles du fondamental II dans les cercles de Djenné et Koro, région de Mopti, financé par la NORAD.
- Projet maintien et d'insertion des enfants hors école et de renforcement de la protection des filles et garçons contre le COVID 19, et les violences physiques et sexuelles dans les régions de Ségou et Mopti (ProFiG_Violences) Phase 2 dans la région de Tombouctou :
- Projet : « **Soutien à la Protection et à l'Éducation des Enfants touchés par la crise dans la Région de Mopti** » ASG/APEEM-AECID Djenné et Fakala

Dans les régions de Mopti et Tombouctou

- Projet « Réponse aux besoins humanitaires des communautés hôtes et déplacées vulnérables en Agriculture, WASH et Protection dans les régions de Tombouctou et Mopti au Mali » CECI/BH2.
- Appui aux femmes et hommes vulnérables déplacés à l'intérieur du pays et des communautés d'accueil à travers des interventions d'Agriculture, WASH et de Protection dans les régions de Tombouctou et Mopti au Mali CECI/BH1

Dans la région de Tombouctou

- Renforcement de la cohésion sociale et Instauration d'un climat de Paix dans le cercle de Diré-Wafakoye ou Règlement de conflit en Sonrhaï "Mobilisons –Nous pour le Vivre Ensemble"
- Projet DEBBO ALAFIA PHASE 2 « Mobilisation des compétences des communautés à gérer de la santé de la reproduction et les droits des femmes et des filles Debbo Alafia phase 2 » Niafunké
- Projet RRM-Kisili exécuté en partenariat avec CRS

Les projets ont été gérés en étroite collaboration avec les autorités locales et les services déconcentrés en l'occurrence les Assemblées Régionales, les Conseils de Cercle, les Conseils Communaux, l'Administration Territoriale, les Académies d'Enseignement, les CAP, les CSRéf, les services de

développement social, les services de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, les services de l'agriculture et de l'élevage et de la production animale, la chambre d'agriculture et les communautés bénéficiaires dans les différentes zones des projets.

Le présent rapport fait état des points suivants :

II. PRESENTATION DE LA STRUCTURE

2.1. Référence de l'accord cadre : accord cadre N°422 signé le **26 Août 1993** avec le gouvernement du Mali renouvelé le 09 janvier 2008 sous le N°0127/000422 fixant son activité sur toute l'étendue du territoire national.

2.2. Référence d'autres documents de partenariat : créée le 24 juillet 1991 suivant récépissé N°0764/MAT-DNAT

2.3. Adresse de la structure : MALI Bamako Badalabougou **SEMA GEXO Rue : 136 Porte 710, BP 4428**

2.4. Adresse du Président de la structure

Seydou TOGOLA Commune V quartier Sabalibougou

III. BILAN DES ACTIVITES

- Activités de renforcement institutionnel et associatif

Dans le cadre du renforcement institutionnel, quelques membres d'ASG ont bénéficié de renforcement de capacités en éducation, en santé, en gouvernance et surtout dans les activités d'urgence, de sécurité alimentaire, en sauvegarde et protection. Ces activités de renforcement leur ont permis à mieux maîtriser les projets, les politiques des partenaires techniques, les groupes cibles et de tisser de très bonnes relations de partenariat avec les acteurs locaux composés des élus, des services techniques, des actions sociales et d'autres partenaires au développement. La mise en œuvre de ces activités a été rendue facile surtout à travers la mise à disposition d'une logistique comprenant du matériel roulant (véhicules et motos), de mobiliers, des équipements informatiques et accessoires.

- Recherche de financement

Au sein de l'ASG, la recherche de financement est assurée par le dynamisme des membres du Bureau Exécutif, la consolidation du partenariat à travers la satisfaction des partenaires dans l'atteinte des résultats escomptés des projets et programmes de développement, la soumission aux appels à proposition et manifestations d'intérêt, le dépôt de lettres de partenariat auprès des institutions de financement et l'exploitation des relations interpersonnelles. Dans le cadre de la recherche de financement ASG, a soumis plus de dix appels à manifestations d'intérêt (AMI) et plus quatre appels à proposition.

- Appui aux communautés : projets/programmes réalisés

L'approche d'intervention d'ASG est basée sur la participation et la responsabilisation de ses partenaires locaux. Pour bannir l'esprit de "bénéficiaires", le partenariat constitue un socle pour les interventions de ASG. Le savoir-faire local ainsi que les ressources des partenaires locaux sont mis en valeur. Dans le cadre de la recherche de la durabilité de ses interventions, ASG procède au renforcement des capacités de ses partenaires locaux.

Les étapes de la stratégie d'intervention de ASG sont : l'identification et analyse des besoins des acteurs locaux ou diagnostic participatif, la programmation participative, l'appui à la mise en œuvre et le suivi – évaluation participatif.

Les interventions de l'ONG ASG sont guidées par trois principes fondamentaux que sont :

- **La synergie** à travers laquelle ASG élargit l'impact de ses interventions en créant un lien fonctionnel entre les projets/programmes et entre les différents intervenants.
- **La participation** pour la prise en compte des besoins réels des acteurs locaux dans les actions retenues.

- **La promotion des droits** afin de garantir l'accès de tous (enfants, jeunes et femmes) aux services sociaux de base : santé, éducation, eau potable, nourriture, participation.

En adéquation avec sa mission **Contribuer au développement des collectivités de base au Mali pour la satisfaction de leurs besoins en matière d'éducation, de santé, d'environnement et de microréalisations à travers la formation et le transfert de compétences**, les communautés bénéficiaires adhèrent aux objectifs visant à changer leurs comportements à travers des micro-projets.

La quasi-totalité des interventions de ASG a contribué à :

- Améliorer les conditions de vie des populations et en particulier celles des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicap ;
- Renforcer la scolarisation et l'alphabétisation universelles ;
- Renforcer les capacités communautaires à travers des sessions d'alphabétisation et de formation en matière de gestion communautaire, de diagnostic participatif, de genre et développement, de suivi / évaluation, de décentralisation et gouvernance démocratique, d'accès aux ressources et d'appui institutionnel et financier ;
- Améliorer les conditions de vie des populations affectées par les crises alimentaires et sécuritaires à travers le CASH Transferts ;
- Appuyer les collectivités locales dans le développement des secteurs sociaux de base ;
- Renforcer les connaissances des populations sur les droits humains ;

Projet N°1 :

Titre du projet : Renforcement de la cohésion sociale et Instauration d'un climat de Paix dans le cercle de Diré-Wafakoye ou Règlement de conflit en Sonrhai "Mobilisons –Nous pour le Vivre Ensemble"

Période du projet : Novembre 2021 à Octobre 2022

Zone de couverture du projet: 130 villages des 13 communes du cercle de Diré : Diré, Tindirma, Arham, Kondi, Kirchamba, Tinguereguef Gari, Tienkour, Sareyamou, Haïbongo, Dangha, Binga, Garbakoïra et Bourèm Sidi Amar.

Cibles du projet : les leaders religieux/communautaires et autorités communales, les leaders jeunes et femmes d'association, les ménages déplacés, retournés et familles d'accueil, jeunes leaders hommes et femmes à faible revenu, jeunes femmes et hommes en situation de rejoindre les groupes armés et/ou djihadiste, population générale du cercle de Diré.

Montant total du financement : 462.000.000 FCFA

Montant financement : 462.000.000 FCFA

Source de financement : USAID à travers le Gouvernement Américain

Description du projet :

Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts du Gouvernement du Mali et de la Communauté internationale dont le Gouvernement américain pour le rétablissement de la cohésion nationale et de la paix sur l'étendue du territoire nationale. Selon les rapports d'OCHA Besoins humanitaires Vue d'ensemble (HNO) et le Plan d'intervention humanitaire (HRP), Famine Early Warning Network Systems (FEWS Net), malgré la réponse humanitaire en cours depuis le début du conflit dans la région de Tombouctou, les populations déplacées et les femmes se trouvent dans une situation complexe de reconstitution de leurs actifs productifs perdus et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'évaluation des besoins effectuée par ASG dans les communes cibles en décembre 2020, fait état qu'actuellement, en plus des conflits qualifiés d'intra et d'inter communautaires, on note entre autres un déplacement (interne et externe) massif de familles, le problème d'intégration des communautés retournées, la timidité de la mise en œuvre de l'Accord de Paix issu du processus d'Alger, la déscolarisation des enfants des ménages déplacés. Aussi, ce projet qui s'inscrit-il dans le cadre de la mise en œuvre de la Nouvelle Initiative de Partenariat (NPI):Programme de Prévention des Conflits et de Relèvement (CPRP)», initié par l'USAID contribue à un rétablissement de la cohésion sociale et du dialogue entre les communautés, en améliorant le pouvoir d'achat des familles les plus vulnérables, en restaurant les atouts productifs pour renforcer la résilience et en augmentant les capacités de gestion des familles pour asseoir les bases d'un développement durable. Sa finalité est d'apporter une réponse adéquate au rétablissement de la cohésion communautaire à travers une amélioration de la gouvernance locale (prévenir les risques de conflits et renforcer les mécanismes d'auto protection par le renforcement des connaissances et des initiatives des acteurs communautaires en protection et en cohésion sociale) et, l'accès des populations les plus affectées par la crise à des services sociaux de base de qualité et, au développement économique local dans les zones d'interventions.

L'objectif du projet est de contribuer au rétablissement de la cohésion sociale et du dialogue entre les communautés, en améliorant notamment le pouvoir d'achat des familles les plus vulnérables et en restaurant leurs atouts productifs pour renforcer leurs capacités de résilience face aux conflits.

L'objectif spécifique du projet est de contribuer au relèvement précoce et à la stabilisation communautaire dans 13 communes du cercle de Diré. Les résultats attendus du projet sont :

Résultat 1 : Les efforts de paix sont consolidés au niveau communautaire en renforçant les capacités des populations vulnérables à identifier les griefs du conflit, en intégrant les déplacées internes et en soutenant les jeunes et les femmes dans la dynamique de rétablissement de la cohésion sociale.

Résultat 2 : La situation sociale et économique s'est améliorée dans les communes cibles pour soutenir la cohésion sociale et les efforts de Paix et l'accès des citoyens à des services sociaux de base de qualité :

Résultat 3 : Des données provenant de la recherche-action entreprise sur l'intersection des conflits, les besoins et perceptions des populations pendant la transition démocratique sont disponibles pour éclairer les décisions de programmation de l'USAID.

Description des services rendus :

Les principaux changements et produits obtenus par résultat de l'intervention du projet sont :

Résultat 1 Les efforts de paix sont consolidés au niveau communautaire en renforçant les capacités des populations vulnérables à identifier les griefs du conflit, en intégrant les déplacées internes et en soutenant les jeunes et les femmes dans la dynamique de rétablissement de la cohésion sociale

- 130 fora d'analyse de conflits ont été organisés (soit 100% de réalisation) autour des griefs de conflits au niveau quartiers/villages/fractions,
- 13 foras d'analyse des foras communaux organisés,
- 1 forum d'analyse des foras communaux au niveau cercle réalisé assorti de la signature d'un mémorandum sur la paix et la cohésion sociale sur l'ensemble du cercle,
- 412 leaders religieux/traditionnels/communautaires et autorités communales formés et suivis sur 429 prévus (96% de réalisation avec 365 hommes et 47 femmes) pour la résolution pacifique des conflits,
- 525 jeunes (100% de réalisation) hommes et femmes formés et suivis (289 hommes et 236 jeunes femmes) pour une résolution pacifique des conflits dans leurs communautés, écoles, et sphères d'influence,
- 176 boucliers de la paix (88 filles et 88 garçons) formés sur la culture de la paix et la citoyenneté, la masculinité positive, l'extrémisme violent, le radicalisme et les mesures préventives contre le Covid-19 et la lutte contre les VBG,
- 52 membres des CMVC (100% de réalisation) formés et suivis pour la promotion de la cohésion sociale et l'amélioration de l'accès des citoyens à des services sociaux (santé, éducation, hydraulique) de qualité et la gouvernance locale.
- 130 structures de gestion et de prévention des conflits existantes au niveau des villages et communes cibles ont été identifiées et dynamisées,
- 13 protocoles de collaboration signés avec les Maires des 13 communes du cercle de Diré pour la mise en œuvre du projet,
- Un mémorandum d'entente pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale signé par les maires des 13 communes, l'Autorité Intérimaire et le représentant des autorités administratives.

Résultat 2 : La situation sociale et économique s'est améliorée dans les communes cibles pour soutenir la cohésion sociale et les efforts de Paix et l'accès des citoyens à des services sociaux de base de qualité.

- 1300 ménages déplacés, retournés et familles d'accueil dont 650 ménages dirigés par des femmes identifiés dans les 13 communes d'intervention du projet pour répondre à la prochaine saison maraîchère et/ou d'actions d'élevage,
- 650 jeunes leaders hommes et femmes identifiés pour entreprendre une AGR,
- 450 jeunes en situation de rejoindre les groupes armés et/ou djihadiste identifiés pour entreprendre une AGR,
- Les efforts du comité de médiation mis en place ont permis la réouverture de certaines écoles fermées situées sur la rive gauche du fleuve Niger dans le cercle de Diré avec effet sur toute la région de Tombouctou.

Résultat 3 : Des données provenant de la recherche-action entreprise sur l'intersection des conflits, les besoins et perceptions des populations pendant la transition démocratique sont disponibles pour éclairer les décisions de programmation de l'USAID.

- Deux rapports d'études réalisés sur le relèvement économique des groupes affectés par la crise et les besoins prioritaires des communes cibles pour la stabilisation et la relance économique dont les résultats sont susceptibles d'orienter la programmation de l'USAID dans le cercle de Diré.
- Un premier concept élaboré à partir des résultats des études, des fora tenus et d'une évaluation des besoins réalisée en septembre 2022 pour la prise en compte des solutions aux griefs de conflit identifiés.

NB : Ces résultats indiquent malgré la situation sécuritaire qui a influé négativement sur la mise en œuvre du projet, l'atteinte de plus de 50% à 100% des 8 indicateurs contractuels de l'USAID à l'exception d'un.

Cas de succès/témoignages :

Témoignage 1 : *Lassine Zoumana Camara, Sous-préfet de l'Arrondissement de Saréyamou, Représentant du Préfet du Cercle de Diré. Depuis mon arrivée, j'ai été informé de l'existence du projet Wafakoye financé par le Gouvernement Américain à travers l'USAID par le Coordinateur régional du projet.*

*Au nom des Hautes Autorités du Mali, au nom du Président de la république du Mali, je remercie le gouvernement Américain à travers l'USAID pour avoir financé ce projet et félicite l'ONG **ASG** pour la confiance placée en elle par l'USAID pour la mise en œuvre de ce projet. Je félicite le comité local pour la réouverture des écoles des sept (7) communes du Haoussa grâce à sa médiation. L'accompagnement des Autorités administratives ne fera pas défaut pour la mise en œuvre totale de ce projet.*



Témoignage 2 : *Le porte-parole des autorités municipales du cercle de Diré*

*Je suis Kagab **Ag Almoradis**, Maire de la Commune Rurale de Tinguereguif, porte-parole de l'Association des Municipalités du cercle de Diré.*

Le Projet «Wafakoye» est le bienvenu ; car Dieu seul sait aujourd'hui que Diré, n'aspire qu'à la paix ; seul gage du développement. Nous avons adhéré à la mise en œuvre de ce projet depuis avril 2021, où ASG a soumissionné à l'appel d'offre de l'USAID. Nous avons été informés des résultats du processus de sélection durant toutes ses étapes jusqu'à la signature le 8 novembre 2021 du contrat avec l'USAID. C'est pourquoi, toutes les 13 communes de Diré se sont engagées à travers la signature d'un protocole de collaboration avec ASG pour la bonne mise en œuvre du projet. Les Maires du cercle de Diré à travers ma voix s'engagent à respecter leurs parties du contrat. Je souhaite bon vent au projet « Wafakoye » et je ne doute point de la capacité d'ASG pour sa réussite car elle a toujours eu des bons résultats dans les projets exécutés par le passé dans notre cercle. Nous sommes pressés de voir les premiers résultats du projet pour la paix et la quiétude dans le cercle de Diré.



Témoignage 3 : *Je suis Mme Traoré Mariam Conseillère du quartier d'Alganima,*

Présidente des femmes rurales du cercle de Diré remercie l'USAID pour ce financement qui arrive à un moment où Diré connaît une insécurité grandissante avec la présence de djihadistes exerçant trop de pressions sur les populations surtout les femmes en leur imposant leur dictat. Nous souhaitons qu'avec ce projet, Diré retrouve la paix permettant aux femmes de vaquer librement à leurs affaires.



Projet N°2 :

Titre du projet : Appui aux femmes et hommes vulnérables déplacés à l'intérieur du pays et des communautés d'accueil à travers des interventions d'Agriculture, WASH et de Protection dans les régions de Tombouctou et Mopti (BHA1)

Période du projet : juin 2021 à juin 2022

Zone de couverture du projet : 34 villages, dans 12 communes et dans les 6 cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Goundam et Niafunké, dans la région de Tombouctou, avec les cercles de Mopti et Djenné dans la région de Mopti.

Cible du projet :

Montant total du financement : 1 000 000 \$ soit 545 000 000 CFA

Montant financement : 545 000 000 F CFA

Source de financement : BHA (Bureau for Humanitarian Assistance) de l'USAID ; le CECI

Le projet travaille dans 3 secteurs : Agriculture, WASH et Protection. L'initiative a démarré avec un PAL en juin 2021. Le contrat de projet a été signé fin août. Certains retards dans la mise en œuvre des activités ont été rencontrés, car le montant du financement proposé avec le PAL initial n'était pas suffisant pour couvrir toutes les dépenses du projet et les activités urgentes dans le secteur de l'agriculture ont dû être prioritaires par rapport à d'autres, par exemple la réalisation de l'étude de base, qui ne faisaient pas partie de la PAL initiale. Le mois de septembre a été consacré au rattrapage du reste des activités du secteur Agriculture et à la planification des mois à venir.

Le projet est prévu sur 12 mois, de juin 2021 à juin 2022. Il est mis en œuvre dans 34 villages, dans 12 communes et dans les 6 cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Goundam et Niafunké, dans la région de Tombouctou, avec les cercles de Mopti et Djenné dans la région de Mopti.

Le projet est mis en œuvre par le CECI et son partenaire local, l'Association Subaahi Gumo, ASG (depuis 2012). Ce rapport présente les réalisations du projet durant la phase d'exécution des activités juin 2021 à juin 2022.

Le projet vise les objectifs suivants par secteur :

Objectifs par secteurs d'intervention :

Secteur - Agriculture :

Objectif : Améliorer la production agricole pour les ménages vulnérables des communautés déplacées et hôtes dans les villages cibles des régions de Mopti et de Tombouctou.

Bénéficiaires cibles : 21 332 individus (dont 8 532 femmes - 40%) - 3 047 ménages. Cela comprend 11733 PDI - 1676 ménages PDI (55%).

Zones géographiques : Région de Tombouctou, cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Goundam et Niafunké. Région de Mopti, cercles de Mopti et Djenné.

Secteur - Eau, Hygiène Assainissement :

Objectif : Améliorer l'accès aux sites d'approvisionnement en eau et encourager les bonnes pratiques d'hygiène dans les villages cibles des régions de Mopti et de Tombouctou.

Bénéficiaires cibles : 14 463 personnes (dont 5 785 femmes - 40%) - 2 066 ménages, dont 7 231 déplacés internes - 1 033 ménages (50%).

Zones géographiques : Région de Tombouctou, cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Goundam et Niafunké. Région de Mopti, cercles de Mopti et Djenné.

Secteur - Protection :

Objectif : Prévenir les VBG, renforcer les filets de sécurité sociale et sensibiliser les communautés cibles de la région de Tombouctou.

Bénéficiaires cibles : 1 120 femmes, dont 560 femmes déplacées (50%).

Zones géographiques : Région de Tombouctou, cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Niafunké et Goundam.

Description des services rendus :

Dans le secteur Agriculture, le CECI distribuera des semences et des outils afin d'augmenter la production céréalière et maraîchère des ménages agricoles vulnérables, appuiera la réhabilitation et le nettoyage des canaux d'irrigation et assurera une formation aux bonnes pratiques agricoles. Pour les éleveurs vulnérables, la distribution de bons de concentrés d'aliments empêchera les éleveurs vulnérables d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs.

Les distributions ont été effectuées au niveau des chefs-lieux des communes en présence des autorités communales, coutumières et les bénéficiaires.

- Les 1750 bénéficiaires dont 619 femmes et 1131 hommes parmi lesquels on note 752 PDI et 20 retournés. A Mopti chaque bénéficiaire a reçu 30 kg du riz, 20 litres de gaz-oil, 25 kg d'urée, 25 kg de NPK et une Daba comme intrant agricole dans les cercles de Djenné et Mopti.
- Dans le cercle de Gourma Rharous, les bénéficiaires ont reçu 20 kg du mil.
- Niafunké 23 kg d'engrain NPK 25 kg d'Urée, gas-oil 20 litres, semences 32 kg de riz et une Daba
- Dans le cercle de Tombouctou les bénéficiaires ont reçu chacun : 25 kg d'engrain NPK, 25 kg d'Urée, gas-oil 20 litres, semences 30 kg de riz et une Daba.
- Goundam les bénéficiaires ont reçu chacun 25 kg d'engrain NPK, 25 kg d'Urée, gas-oil 20 litres, semences 20 kg de riz et une Daba.

Dans le secteur WASH, le CECI a ciblé des puits domestiques, potagers et pastoraux et les a réhabilités pour améliorer la disponibilité en eau pour les ménages, les activités de subsistance et l'élevage. En raison du manque de puits fonctionnels, les communautés collectent l'eau pour la consommation humaine dans des puits de jardin ou pastoraux. Afin d'assurer la salubrité de l'eau collectée pour la consommation humaine, le CECI installera des systèmes multi-usages qui sépareront l'eau destinée à la consommation animale de celle destinée à la consommation humaine.

- Des kits de purification sont également ajoutés à chaque site. Des comités représentatifs de gestion de l'eau seront chargés du suivi quotidien du stockage et de la purification de l'eau potable, ainsi que de l'application de bonnes pratiques d'hygiène autour des puits.
- Par ailleurs, les ménages vulnérables ont été inclus dans l'intervention pour assurer une augmentation de la capacité de stockage et de traitement de l'eau potable au niveau des ménages. De l'eau de Javel a été distribuée et une formation sur le traitement de l'eau et l'hygiène a été dispensée au niveau communautaire.
- Des analyses physico-bactériologiques des 5 puits validés et retenus ont montré la nécessité de traitement des eaux et la réalisation de certains travaux tels que la mise en place des couvercles et le surcreusement des puits.
- Après le lancement d'appel d'offre dans les communes pour le recrutement des artisans locaux et la vérification SAM un artisan a été retenu pour réhabiliter les 5 puits selon les bases des critères de sélection bien définis.
- Des séances de sensibilisation ont été faites auprès des communautés sur l'utilisation des puits et les stratégies de pérennisation des points d'eau.
- Les comités de gestion des puits ont été formés sur les techniques de purification de l'eau et sur les bonnes pratiques Wash.
- Les 5 comités de gestion des puits ont reçu chacun une barrique de 200 litres, 5 bouteilles d'eau de javel, un support métallique, 4 gobelets, un dispositif de lavage des mains et 4 morceaux de savons.

Le secteur Protection : le sous-secteur VBG, vise à réduire la vulnérabilité des femmes et des filles, notamment lors des activités de subsistance (cueillette d'eau, agriculture et jardins). La capacité de l'organisation locale de femmes à développer un système de prévention communautaire sera renforcée et les hommes et les garçons seront engagés dans des sessions de formation axées sur la violence sexiste et sur l'approche de la masculinité positive.

La composante d'intégration de la protection est présente dans chaque secteur et sous-secteur. Le CECI favorise la participation active et la représentation de tous les groupes à toutes les étapes du projet. En outre, un mécanisme de responsabilisation est en place pour s'assurer que les plaintes sont reçues des bénéficiaires ou de la communauté afin qu'elles puissent être traitées dans un délai précis.

Les résultats suivants ont été atteints :

- 10 comités d'orientation des violences basées sur le genre ont été mis en place par le projet
- Les 10 comités comportant chacun 17 membres ont été formés les agents terrain sous la supervision du chargé protection sur leurs rôles et responsabilités plus sur les techniques de gestion des cas et sur le système de référencement des cas
- Chaque comité a reçu un montant de 50 000 CFA pour des frais de référencement des cas qui nécessiteront une prise en charge médicale
- Des sessions de sensibilisation communauté ont été faites par les comités d'orientation des cas sous la supervision des agents terrain et les chargées protections. 1399 personnes ont été atteintes dont 526 jeunes filles et 873 femmes.
- Les formations ont permis aux groupes de femmes de prendre connaissances des droits des femmes, de connaître les types de VBG et les voies de recours juridiques. Et 100% des femmes sont satisfaites de ces formations.
- Le suivi et accompagnement des cas était assuré par les comités d'orientation des cas ce qui a permis d'identifier 29 cas dont 17 cas de mariages précoces/forcés, 2 cas de viols, 3 cas d'agression sexuelle, 4 cas d'agressions physiques, 1 cas déni de ressource et 2 cas de violences psychologique et émotionnels.
- Les autorités ont pris l'engagement devant les communautés pour un abandon des pratiques néfastes à l'endroit des femmes et filles mais cela ne peut être possible qu'avec l'accompagnement des femmes.

Cas de succès/Témoignages :

Cas de succès : parmi les cas de succès on peut citer ce qui suit :

- Le staff du projet est accepté par la communauté
- La mise en place des comités de sélection et de plainte : ce qui a permis de créer une relation de confiance entre les communautés et l'équipe projet. Ces comités ont mis en exergue la transparence dans les processus de sélection et de ciblage, ce qui a permis d'anticiper sur d'éventuels conflits et incompréhensions.
- La priorisation des commerçants/prestataires locaux : a renforcé le partenariat local et a surtout permis de faciliter l'acheminement des produits/kits et contribue à la promotion de l'économie locale.
- La collaboration avec les services techniques : Très bonne collaboration avec les services techniques qui a permis de faciliter certaines activités comme les tests de germination, les carrés de rendement, les tests de qualité d'aliment bétail, analyse physico-bactériologique des eaux des puits et les différentes formations.
- La lutte traditionnelle contre les nuisibles : a permis aux femmes de lutter efficacement contre les ravageurs sans dépenser et sans utiliser les produits chimiques.
- La réhabilitation des puits pastoraux : a permis d'augmenter le nombre des ménages utilisateurs des puits, en plus ça permis aussi aux éleveurs de limiter la transhumance à la recherche des points d'eau.
- Les formations sur les bonnes pratiques Wash : Ont permis à la communauté d'améliorer leurs pratiques d'hygiène et de limiter les maladies diarrhéiques au sein de la communauté.
- Les formations sur la résilience des bétails et la lutte contre les zoonoses : Les formations ont permis aux éleveurs d'assurer les périodes de soudures avec les produits locaux sans recours aux pratiques néfastes comme la vente des bétails en même temps ils ont été motivés à respecter le calendrier vaccinal des bétails.
- Les comités d'Orientation des Cas de VBG : Grâce à l'appui des groupes des femmes 11 cas ont été référés sur des structures de prise en charge, 12 cas de mariages précoces ont été annulés.

- Participation aux différents clusters : Permis d'éviter des doublons sur le terrain, de toucher plus de personnes déplacées, et de capitaliser les bonnes pratiques humanitaires.
- L'utilisation des cartes des bénéficiaires avec code-barres : a facilité la vérification rapide des bénéficiaires, réduisant ainsi les risques de fraude.

Témoignages :



Aissata Diarra, PDI du village de Sama, commune de Konna, cercle de Mopti.

« Je suis très heureuse d'avoir reçu des intrants agricoles du projet CECI/ BHA surtout en ce moment très critique pour nous exploitantes. Je n'avais vraiment pas les moyens de me procurer des semences certifiées, du gasoil, et de l'engrais. Année dernière j'ai dû emprunter pour pouvoir semer. Mais cette année grâce à cette aide, je compte vraiment avoir un bon rendement dans la campagne. Ce qui va nous permettre d'avoir plusieurs mois d'autosuffisance alimentaire et de pouvoir payer les frais de scolarités de mes enfants, de payer aussi les frais médicaux de nos enfants et d'assurer mes petites dépenses quotidiennes. »

Oumar Nadio, hôte à Konna, président du PIV santos kolé cercle de Mopti.

« J'ai 3 PDI dans mon foyer, je suis content de cette aide du projet CECI/ BHA. Avec l'insécurité et le mouvement des déplacés dans notre village nos conditions de vie se sont détériorées, je manquais vraiment de moyens pour me procurer des semences certifiées. Grâce à cet appui cette année j'espère sur une bonne campagne qui va contribuer à améliorer notre condition de vie et de nous s'acquitter de nos dépenses quotidiennes. »



Hamad Ag Alhousseini. Déplacé au village d'Oulad Idriss,

Je suis exploitant du PIV de Oulad Idriss appuyé par le projet CECI/BHA. Je me réjouis de l'assistance en intrants agricoles. Cet appui nous a permis d'augmenter notre production cette année. Nous avons constaté un changement positif dans notre production par rapport à l'année passée. L'an passé j'avais cultivé une parcelle de 0,50 ha et j'avais produit 1200 kg à la récolte. Cette année à ma grande surprise j'ai fait une production de 1800 kg de riz pour la même parcelle. Donc c'est grâce aux intrants que j'ai obtenu du projet qui m'a permis de doubler ma production. Il ne suffisait pas seulement de faire une récolte, mais savoir comment minimiser la perte sur le lieu de la

récolte en est un autre travail. Le projet m'a formé sur les techniques de récolte et de stockage des céréales. Je tiens à remercier CECI/BHA pour son accompagnement.

Djahara Alidji, membre de l'association Djirbibaine d'Issafaye-Doghoye, Alafia cercle de Tombouctou

Cet appui vient à point nommé parce qu'avant cet appui on n'avait beaucoup de soucis à nous procurer de spéculations pour le maraichage. Avec le manque de clôture on avait plus espoir de faire le maraichage puisque les animaux divaguaient dans le jardin et pour les empêcher nous étions obligées de clôturer le jardin à l'aide des bâtons et des anciennes moustiquaires. Mais avec cet appui en semences, petit matériel et surtout en clôture (grillage) nous serons en mesure de subvenir à nos besoins quotidiens et d'aider nos maris dans les dépenses de la famille en plus ça nous permettra de lutter contre la nutrition de nos enfants.



'Je suis un éleveur, j'avoue j'ai réalisé que le plus important est de se renseigner auprès des services techniques. Grace aux séances de formation que j'ai reçue j'ai compris les bons comportements en matière d'hygiène. Grace à cette formation les cas des maladies diarrhéiques ont été diminués dans mon ménage. Les kits WASH ont permis aux femmes de bien stocker les eaux de consommation et de la traiter avec de l'eau de javel. Moi en tant qu'éleveur le puits réhabilité va me permettre de faire de parcourir moins de distance pour abreuver mes bétails.'



Ousmane Ag Mohamed Aboubacrine, bénéficiaire Tindhambane, commune Bourem Inaly, cercle de Tombouctou

Projet N°3 :

Titre du projet : « Réponse aux besoins humanitaires des communautés hôtes et déplacées vulnérables en Agriculture, WASH et Protection dans les régions de Tombouctou et Mopti au Mali » (BHA2)

Période du projet : Juin-Novembre) 2022.

Zone de couverture du projet : 17 communes des régions de Tombouctou (cercles de Niafunké, Goundam, Gourma-Rharous et Tombouctou) et de Mopti (cercles de Djenné et Mopti).

Cible du projet : ménages vulnérables, PDI (agriculture, maraichage et élevage)

Montant total du financement : 3 000 000\$ soit 1 635 000 000CFA

Montant financement : 1 635 000 000 F CFA

Source de financement : BHA (Bureau for Humanitarian Assistance) de l'USAID ; le CECI

Description du projet :

En partenariat avec ASG, une ONG locale et sur un financement de BHA (Bureau for Humanitarian Assistance) de l'USAID ; le CECI met en œuvre le projet : « Réponse aux besoins humanitaires des communautés hôtes et déplacées vulnérables en Agriculture, WASH et Protection dans les régions de Tombouctou et Mopti au Mali ». Il s'agit d'un projet multisectoriel (Agriculture, WASH et Protection). Le CECI vise ainsi à répondre aux besoins humanitaires aigus, à renforcer la résilience des ménages vulnérables à travers des activités de subsistance (agriculture, maraichage et élevage), à promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène et à assurer un meilleur accès à l'eau potable ; et aussi à protéger les femmes en situation de vulnérabilité, contre les formes violences.

Il est mis en œuvre dans 17 communes sur 02 ans, des régions de Tombouctou (cercles de Niafunké, Goundam, Gourma-Rharous et Tombouctou) et de Mopti (cercles de Djenné et Mopti).

Ce présent rapport relate les activités du 1^{er} semestre (Juin-Novembre) 2022.

Le projet englobe trois secteurs d'intervention et vise les objectifs suivants :

Secteur - Agriculture :

Objectif : Améliorer la production agricole pour les ménages vulnérables des communautés déplacées et hôtes dans les villages cibles des régions de Mopti et Tombouctou.

Bénéficiaires cibles : Y1 : 39 025 individus (dont 22 225 femmes – 57 %) – 5 575 ménages ; (24 850 individus - 3 550 ménages PDI 64%)

Budget : Y1 : 996 199 USD (62% du budget)

Zones géographiques : Région de Tombouctou, cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Goundam et Niafunké. Région de Mopti, cercles de Mopti et Djenné.

Secteur - Eau, Hygiène Assainissement :

Objectif : Améliorer l'accès aux sites d'approvisionnement en eau et encourager les bonnes pratiques d'hygiène dans les villages cibles des régions de Mopti et de Tombouctou.

Bénéficiaires cibles : Y1 : 14 175 individus (dont 7 175 femmes – 51 %) – 2 025 ménages ; PDI 10 850 individus - 1 550 ménages (77 %).

Budget : Y1 : 445 402 USD (28% du budget)

Zones géographiques : Région de Tombouctou, cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Goundam et Niafunké. Région de Mopti, cercles de Mopti et Djenné.

Secteur - Protection :

Objectif : Prévenir les VBG, renforcer les filets de sécurité sociale et sensibiliser les communautés cibles dans la région de Tombouctou.

Bénéficiaires cibles : 29 645 individus (22 785 femmes – 77 %) ; PDI : 14 175 individus (48 %) - 2 025 ménages

Budget : Y1 : 158 399 USD (10% du budget)

Zones géographiques : Région de Tombouctou, cercles de Tombouctou, Gourma-Rharous, Niafunké et Goundam.

Description des services rendus :

Dans le secteur Agriculture, le CECI distribuera des semences et des outils afin d'augmenter la production céréalière et maraîchère des ménages agricoles vulnérables, appuiera la réhabilitation et le nettoyage des canaux d'irrigation et assurera une formation aux bonnes pratiques agricoles. Pour les éleveurs vulnérables, la distribution de bons de concentrés d'aliments empêchera les éleveurs vulnérables d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs.

Dans le secteur WASH, le CECI ciblera les puits domestiques, potagers et pastoraux et les réhabilitera pour améliorer la disponibilité en eau pour les ménages, les activités de subsistance et l'élevage. En raison du manque de puits fonctionnels, les communautés collectent l'eau pour la consommation humaine dans des puits de jardin ou pastoraux. Afin d'assurer la salubrité de l'eau collectée pour la consommation humaine, le CECI installera des systèmes multi-usages qui sépareront l'eau destinée à la consommation animale de celle destinée à la consommation humaine. Les communautés seront formées sur les bonnes pratiques d'hygiène et les techniques de purification de l'eau. Les ménages vulnérables vont recevoir des Kits de stockages et de purification de l'eau pour pouvoir lutter contre les maladies diarrhéiques.

Le secteur Protection, cette composante cible toutes les femmes, mais se concentre particulièrement sur celles âgées de 13 à 40 ans, avec de jeunes enfants ou les femmes handicapées. Les groupes de femmes déjà existants seront engagés pour renforcer la présence des réseaux de soutien communautaire afin d'accroître le soutien entre pairs, de favoriser la cohésion sociale et d'accroître la sensibilisation aux problèmes pertinents liés à la VBG qui affectent la communauté. Les groupes de femmes veilleront à la mise en place d'espaces de partage sûrs, réservés aux femmes, pour les membres et les participants aux activités. Les hommes et les garçons seront formés sur la masculinité positive par des agents de terrain, sous la supervision du spécialiste du genre et de la protection.

Cas de succès/Témoignages :

1. Distribution de semences céréalières et de bons d'outils à 2 600 ménages vulnérables



Zeinabou Sagaidou, PDI à Hondoubomo Tombouctou *Je suis très émue pour l'appui reçu. L'appui vient à point nommé parce qu'avec cette situation de pauvreté qui prévaut dans le pays. Contrairement aux autres années où j'étais obligée de prendre à crédit les intrants agricoles auprès des commerçants pour faire face à la campagne ou me rabattre sur des semences de qualités moyennes ce qui jouaient sur le rendement. Cet appui va beaucoup m'aider à alléger mes dépenses et me permettre de reprendre mes activités champêtres afin d'avoir un bon rendement à la récolte prochaine et de pouvoir subvenir aux besoins de ma famille.*



Mahamane Alidji, Hondoubomo Tombouctou *Cet appui va nous permettre de bien démarrer la campagne agricole cette année. Sans cet appui cette année nous n'allons pas pouvoir semer cette année avec la cherté des semences, les engrais que personne ne peut acheter plus les carburants. Avec cet appui je compte démarrer mes activités agricoles et subvenir aux dépenses de ma famille.*

Alhousseyni Mahamar, le 3ème adjoint au maire de la commune de Bourem Inaly.

Ce geste est une grande opportunité pour les populations vulnérables. L'appui est venu au moment opportun car l'année passée les récoltes ont été maigres pour différentes raisons. Cette année avec la crise multidimensionnelle dans le monde les agriculteurs sont confrontés à l'acquisition des intrants surtout les engrais qu'on ne trouve même pas sur le marché. Certains agriculteurs étaient déjà désespérés pour le démarrage des activités agricoles. Les appuis que le projet CECI/BHA vient de faire, vont soulager les bénéficiaires et leur permettent de faire une bonne campagne agricole. Nous autorités les invitons à faire un bon usage de ces dons pour que les activités agricoles puissent prospérer dans la région de Tombouctou



2. Distribution de bons de semences maraîchères à 1 125 femmes membres d'associations



Zeinabou Hamadoun présidente de l'association Wafakoye d'Issafaye-Douékiri commune Alafia cercle de Tombouctou.

« Nous nous réjouissons de cet appui à l'endroit des femmes maraichères. Avec cet appui nous allons subvenir à nos besoins avec les retombés du maraîchage. Qui sont entre autre, les frais de consultation en cas de maladie, la scolarisation des enfants et autres ... »

Salmata Idrissa association Fafadoboye de Djeguélia,

« Avant cet appui les animaux divaguaient dans le jardin par faute de clôture mais avec cette donation nous allons bien protéger le jardin contre les animaux et les voleurs. Beaucoup de femmes commençaient à se décourager avec les animaux qui détruisaient les récoltes. Cet appui renforcera de plus la cohésion sociale entre les femmes. Il contribuera à l'amélioration de la sécurité alimentaire de la communauté de Djeguélia et de la réduction du taux de mal nutrition aigue sévère des enfants de 0 à 5 ans. Avec l'appui nous allons contribuer aux dépenses du ménage et épargner nos maris de certaines de nos charges personnelles. »



3. Sessions de formation sur la lutte antiparasitaire atteignant 3 725 participants

“Je suis content d’avoir participé à cette formation d’une importance capitale. Avec les méthodes de lutte contre les nuisibles que je viens d’apprendre va me permettre de lutter efficacement contre les nuisibles. L’année passée, les nuisibles ont considérablement diminué ma production. Cette année avec cette formation j’espère faire une bonne campagne agricole et pouvoir subvenir aux besoins de ma famille. En plus de ce que j’ai appris sur les nuisibles, je connais également les moments d’irriguer les parcelles et l’importance du tour d’eau ”.
Photo crédit : CECI/BHA/ASG



Kafi Mahamadoun exploitant du PIV Bakatene à Beregoungou ,commune Bourem Inaly

4. Prévention et Réponse aux Violences Basées sur le Genre (VBG)



Inna DICKO, membre du comité d’orientation, commune de Tonka
« Aujourd’hui nous avons participé à la formation sur les Violences Basées et le rôle et responsabilité du comité d’orientation organisée par le projet BHA/CECI/ASG, nous avons beaucoup appris par rapport auxdits thèmes. A notre niveau nous allons sensibiliser nos paires qui n’ont pu participer à cette formation pour un changement de comportement afin de pouvoir identifier les survivantes de VBG et de faire leur référencement vers les services de prise en charge. Nous allons véhiculer l’information par rapport à la prise en charge et les appuis pour que les survivantes victimes de VBG puissent en bénéficier. »

Projet N°4 :

Titre du projet : Amélioration de l'accès, de la qualité et de la gouvernance de l'enseignement au fondamental I et II dans les régions de Tombouctou, Mopti et Gao, Mali.

Période du projet : 15 Mai au 15 Novembre 2022

Zone de couverture du projet : Mali, région de Mopti, Cercle de Koro et Sofara.

Cible du projet : 6 commissions éducatives de commune, 14 membres des CGS de 15 nouvelles écoles, 10 membres d'AME de 15 nouvelles écoles constituées essentiellement de femmes

Montant total du financement : 41955938 CFA

Montant financement : 41955938 F CFA

Source de financement : NRC/ NORAD

Description du projet :

Le système éducatif dans les cercles de Djenné et Koro (région de Mopti), à l'instar du reste du Mali est caractérisé par la faiblesse du taux de scolarisation, le taux élevé de déscolarisation, d'abandon, la persistance du mariage précoce ou encore l'utilisation des enfants dans des travaux domestiques et champêtres et, surtout la faible fonctionnalité des structures communautaires de gestion de l'école.

Pour relever ces défis, NRC a initié ce projet qui vise une amélioration de « l'accès à l'éducation formelle et aux opportunités éducatives inclusives pour les enfants déplacés/retournés et des communautés hôtes de la région de Mopti ».

Les interventions prévues du projet couvrant les cercles de Djenné et de Koro, viennent en complément à celles existantes ou prévues par NRC et d'autres partenaires et visent à relever les principaux défis liés à l'amélioration de la gestion et de la qualité de l'éducation en intégrant les priorités définies dans les différents programmes et politiques éducatives (PRODEC I et II, Programme intérimaire, etc.) y compris les questions relatives au genre et à l'insécurité.

C'est dans ce cadre que NRC a engagé ASG afin de donner les capacités nécessaires aux structures communautaires de gestion de l'école pour un meilleur pilotage du système éducatif, en minimisant l'impact de la crise sécuritaire sur la scolarisation, la fréquentation et la performance scolaire des enfants et surtout des filles à travers notamment des stratégies adaptatives dans les cercles de Djenné et Koro.

L'action de **NRC** au Mali dans le domaine de l'éducation est de faciliter l'accès à une éducation de qualité et d'accroître la résilience des enfants et jeunes touchés par le déplacement.

Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, NRC a initié *le projet* « **Amélioration de l'accès, de la qualité et de la gouvernance de l'enseignement au fondamental I et II dans les régions de Tombouctou, Mopti et Gao, Mali** », financé par la NORAD.

C'est dans ce cadre que NRC a signé une convention de partenariat avec l'ONG nationale ASG pour le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion de l'école (CGS et AME) et des commissions éducatives de 6 communes afin de répondre aux besoins éducatifs de tous les enfants dans les cercles de Djenné et Koro dans la région de Mopti.

Description des services rendus :

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet ASG a pour mandat de réaliser les tâches suivantes :

- Evaluation de la fonctionnalité des CGS et des AME,
- Evaluation de la fonctionnalité des commissions Educatives,
- Formation/redynamisation des commissions Educatives des communes (15 écoles et 5 commissions)
- Formation des 14 membres des CGS des 15 nouvelles écoles + maire chargé Education sur leur rôles et responsabilités et sur l'élaboration et la mise en œuvre de projet d'école pendant 5 jours,
- Formation des 10 membres d'AME des 15 nouvelles écoles sur le leadership, leurs rôles et responsabilités pendant 5 jours,
- Suivi de la fonctionnalité des CGS en partenariat avec les CAP et les AE,
- Suivi de l'élaboration des projets d'école,

- Suivi de la mise en œuvre des projets.

Conformément à l'encadré ci-dessus, les actions suivantes ont été mises en œuvre :

- **Evaluation de la fonctionnalité des CGS et des AME** : elle vise à faire une analyse situationnelle des Comités de Gestion Scolaire (CGS) et des Associations des Mères d'Elèves, à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'actions pour améliorer leur fonctionnalité.
- **Evaluation de la fonctionnalité des commissions Educatives** : elle vise à faire une analyse situationnelle des commissions éducatives au niveau de chaque mairie concernée par le projet, à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'actions pour améliorer leur fonctionnalité.
- **Formation/redynamisation des commissions Educatives des communes (15 écoles et 5 commissions)**: il s'agit de mettre œuvre toutes les actions de formation prévues suite à l'analyse situationnelle sur la fonctionnalité des commissions éducatives,
- **Formation des 14 membres des CGS des 15 nouvelles écoles + maire chargé Education sur leur rôles et responsabilités et sur l'élaboration et la mise en œuvre de projet d'école pendant 5 jours** : vise à mettre en œuvre toutes les actions de formation préalablement retenues pour renforcer les capacités des membres des CGS des nouvelles écoles et des maires chargés d'éducation
- **Formation de 10 membres d'AME de 15 nouvelles écoles** sur le leadership, leurs rôles et responsabilités pendant 5 jours,
- **Suivi de la fonctionnalité des CGS en partenariat avec les CAP et les AE** : cette activité s'est traduite par l'organisation et l'accompagnement des rencontres entre les agents du projet et les acteurs du projet.

Cas de succès/Témoignages :

Les interventions du projet ont permis de renforcer les capacités des structures communautaires de gestion de l'école afin qu'elles exercent pleinement leurs rôles et responsabilités mais aussi une amélioration de l'accès des enfants même de parents PDI à la scolarisation.

Plus spécifiquement, comme apports du projet aux groupes cibles (CGS, AME et commissions éducatives des communes), on dénombre :

- Le renforcement des compétences des CGS et AME formés pour une forte mobilisation des communautés autour de l'école mais aussi à la scolarisation de leurs enfants.
- La responsabilisation des Commissions éducatives des communes dans la mobilisation de ressources pour financer les projets d'école élaborés et un meilleur accompagnement de l'Etat en faveur des parents les plus vulnérables dont les personnes déplacées internes (PDI).
- L'implication des CAP qui ont mis à disposition des Conseillers Pédagogiques pour la formation des membres des structures communautaires de gestion de l'école dans le cadre de leur mission régaliennne ayant permis d'atteindre les indicateurs fixés.
- La nécessité d'échanges permanents et directs entre parties prenantes du projet (CAP, Commune et communauté) pour une compréhension commune des difficultés du moment et la recherche de solutions idoines.
- Le contact direct et permanent de l'équipe de projet avec les acteurs locaux a été un tremplin pour l'amélioration de la fonctionnalité des structures communautaires de gestion de l'école.
- L'acceptation des enfants des PDI dans les écoles des communautés d'accueil dénote l'engagement des structures communautaires de gestion de l'école pour la scolarisation universelle.
- Une meilleure compréhension de la gestion de l'école en mode décentralisé aux groupes cibles.

Cas de bonnes pratiques et leçons apprises :

En termes d'apprentissage (bonnes pratiques et de leçons apprises), retenons :

Pratique N°1 : La signature d'un protocole de collaboration avec toutes les parties prenantes du projet augure sa réussite.

Leçon apprise N°1 : ASG a signé un protocole de collaboration entre toutes les parties prenantes du projet en prélude au démarrage des activités ; cela a facilité sa mise en œuvre sans difficultés majeures. En effet, l'adhésion des groupes et bénéficiaires aux fondamentaux du projet est gage de sa réussite.

Concrètement, l'engagement et l'implication des services techniques de l'éducation et des collectivités, des bénéficiaires, de NRC et de ASG a permis l'atteinte des résultats obtenus.

Cette démarche générale s'inscrit dans la vision de la gouvernance scolaire de ASG qui œuvre pour un transfert progressif des compétences de maîtrise d'ouvrage, des pouvoirs de décision et de gestion aux acteurs locaux (comité de gestion scolaire, Association de Parents d'élèves, Association de Mères d'élèves, Gouvernement des Enfants, Pôles de maîtres).

Pratique N°2 : Le suivi-accompagnement des structures communales et communautaires (Commissions éducatives, CGS et AME) dans l'exécution des tâches dévolues permet d'améliorer l'accès de tous les enfants à une éducation de qualité.

Leçon apprise N°2 : Il a été constaté une légère augmentation du nombre des enfants inscrits en 1^{ère} année à la rentrée scolaire et une amélioration de la fréquentation scolaire des élèves qui sont due à la formation des structures de gestion de l'école indiquées ci-dessus et à leur accompagnement. Toutefois, ASG note que malgré ces progrès dû au projet, des efforts restent à consentir pour que les structures de gestion de l'école (CGS, AME et commissions éducatives) fonctionnent à plein régime. Il apparaît souhaitable de poursuivre les efforts pour consolider les acquis et renforcer davantage les capacités de ces structures à travers des activités d'organisation, de structuration et de formation sous la responsabilité des structures déconcentrées de l'Etat.

Pratique N°3 : Le développement d'un partenariat stratégique avec les structures déconcentrées (AE et CAP) permet de garantir le succès du projet.

Leçon N°3 : Les conseillers pédagogiques chargés de l'orientation et de la scolarisation des filles (SCOFI) ont assuré la facilitation des formations des Commissions éducatives des communes, des CGS et des AME.

Pratique N°4 : L'appui-accompagnement aux collectivités territoriales et communautés locales constitue une opportunité et une option stratégique susceptible de : i) favoriser une dynamique partenariale entre les différentes catégories d'acteurs (Etat / structures déconcentrées de l'éducation, Collectivités territoriales , Communautés locales et Organisations de la société civile) ; ii) renforcer les capacités d'initiatives et d'actions des acteurs locaux pour améliorer l'accessibilité et la qualité des services rendus aux populations et faciliter le rapprochement du service de l'éducation aux usagers ; iii) favoriser une mobilisation sociale et citoyenne active pour le développement durable des communautés locales booster la scolarisation universelle.

Leçon apprise N°4 : La mise en œuvre du projet a permis une prise de conscience collective de tous les acteurs éducatifs autour de l'école.

Projet N°5 :

Titre du projet : Soutien à la Protection et à l'Education des Enfants touchés par la crise dans la Région de Mopti »

Période du projet : 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

Zone de couverture du projet : Djenne et Fakala

Cible du projet : 780 enfants et adolescents âgés et de 3 à 17 ans, dont 354 filles de familles vulnérables déplacées et familles hôtes.

Montant total du financement : 630 000 Euro soit 413 000 000 FCA

Montant financement : 630 000 Euro soit 413 000 000 FCA

Source de financement : EDUCO/APEEM-AECID

Description du projet :

L'éducation adéquate et équitable, la protection et l'épanouissement sont inhérent au développement éducatif, psycho-social et social à la vie pour chaque enfant, malgré la crise. C'est pour cette raison que le projet de Soutien à la Protection et à l'Education des Enfants touchés par la crise dans la Région de Mopti, Mali (APEEM) a été initié par d'Educo Mali et financé par l'Agence, Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) en vue de contribuer à la mise en place ou du renforcement d'un dispositif de protection des enfants.

Pour cette importante initiative, ASG est responsable de la réalisation des actions du projet dans les communes de Djenné et Fakala, pour une durée de 18 mois. Bâti autour des stratégies multi acteurs, communales et communautaires participatives, ce projet complet qui articule Education et protection avec la prise en compte des mesures barrières contre la COVID-19 met le focus sur le renforcement des capacités des ressources humaines locales et la création ou consolidation d'un dispositif meilleur de protection des enfants.

OBJECTIF GENERAL. Contribuer à la réponse humanitaire de protection et fournir une éducation équitable et de qualité qui renforce la capacité de résilience des enfants et des adolescents touchés par la crise au Mali.

OBJECTIFS SPECIFIQUES.

OS 1. L'accès à une éducation de qualité, adaptée aux enfants des communautés d'accueil et aux enfants déplacés (R1) ;

OS 2. La mise en place de mécanismes destinés à protéger les enfants vulnérables et touchés par la crise (R2) ;

OS 3. Le renforcement de la capacité de résilience des acteurs communautaires pour mieux prévenir et atténuer les risques de protection (R3) ;

OS 4. L'amélioration de la coordination de la réponse humanitaire et de la redevabilité en matière d'éducation en situation d'urgence et de protection de l'enfance (R4).

Le projet bénéficiera à 780 enfants et adolescents âgés et de 3 à 17 ans, dont 354 filles.

Objectif global est de contribuer à la réponse humanitaire de protection et d'éducation des enfants au Mali Cet objectif sera atteint à travers la réalisation de 4 résultats : l'accès à une éducation de qualité, adaptée aux enfants des communautés d'accueil et aux enfants déplacés

(R1) ; la mise en place de mécanismes destinés à protéger les enfants vulnérables et touchés par la crise (R2) ; le renforcement de la capacité de résilience des acteurs communautaires pour mieux prévenir et atténuer les risques de protection

(R3) ; l'amélioration de la coordination de la réponse humanitaire et de la redevabilité en matière d'éducation en situation d'urgence et de protection de l'enfance

(R4). Le projet bénéficiera à 780 enfants et adolescents âgés et de 3 à 17 ans, dont 354 filles.

Description des services rendus :

- L'identification et choix des villages/quartiers pour abriter les sites du projet SSA/P , Ecoles coraniques améliorées, Espaces amis des enfants et écoles pour cours de remédiation au profit des enfants déplacés
- Examen de la situation sécuritaire du moment et les attentes du projet en vue de prise de décisions
- Identification des enfants suivant les critères définis (âge et enfants de PDI)
- Identification de 30 enfants déplacés (8-12ans) par commune pour cours de rattrapage dans 02 écoles des deux communes 50% garçons et 50% filles
- L'identification des enseignants en charge des enfants déplacés suivant les critères définis
- Choix concerté des sites d'implantation des sites et des animateurs avec les Mairies et services techniques (CAP et SLPFEF)
- Renforcement des capacités des animateurs des centres SSA/P, ECOR, EAE, Enseignants pour les cours de remédiation

Total formé :

- 6 Enseignants pour cours de rattrapage pour 180 enfants dont 90 à Djenné et 90 à Fakala
- 4 Animateurs SSA/P dont 2 suppléants pour Djenné et Fakala
- 4 Animateurs ECOR dont 2 à Djenné et 2 à Fakala
- 4 Animateurs EAE dont 2 à Djenné et 2 à Fakala
- Construction de 5 abris provisoires (2 EAE,2 SSA/P et 1ECOR)
- Dotation des centres en équipements en matériels et mobiliers et en kits de protection COVID19
- STRATEGIE MECANISME DE PROTECTION SOCIALE
- Identification, mise en place et formation de 40 membres CLPE de 10 membres
- Identification, mise en place et formation de 4 Animatrices des EAE chargés de la sensibilisation, identification, référencement des cas de VBG, recherche active d'enfants sans actes de naissance et établissement d'actes de naissances
- Ouverture des centres SSA/P, ECOR, EAE et cours de rattrapage en Février 2021(2 SSA/P de 30 élèves chacun,2 ECOR de 45 élèves chacun
- Dotation des élèves (300) en kits scolaires et 14 enseignants en équipements et matériels pédagogiques
- Dotation des structures techniques et partenaires en KITS COVID 19
- Formation de 08 comités de gestion des centres (CGC) de 05 membres sur leurs rôles et responsabilités et gestion des cantines
- Equipement des 04 CGC en matériels et ustensiles de cuisine
- Démarrage des 04 cantines en Mars 2021-Avril 2022
- Dotation des 180 élèves en cours de rattrapage en collations Mars 2021-Avril 2022
- Suivi mensuel des centres par les services techniques et l'ONG
- Appui trimestriel aux plans d'action des 04 CLPE
- Appui trimestriel aux Mairies pour les rencontres de concertation municipaux
- Appui trimestriel à la DRPFEF pour l'organisation des Clusters région

Leçons apprises et bonnes pratiques

- Expérience réussie de scolarisation des filles discrimination positive Cas du Centre SSA/P des PDI de Djenné Quartier Dotémé (1 œuf deux pour deux profits ; poussin et omelettes)
- Initialement le projet APEEM- AECID a fixé le critère de choix des cibles au moins 50% de filles, lors de la mise en œuvre des activités on s'est retrouvé avec 26 filles pour 5 garçons sur 31 élèves soit un taux de 83,87% de filles contre 16 ;13% de garçons

- L'évaluation de fin de campagne SSA/P 2020-2021 a été une réussite à Djenné, tous les apprenants ont composé avec un taux de réussite de 100%.
- Au terme d'une année de mise en œuvre du projet dans la région de Mopti, sur les 02 centres SSA/P prévus, 02 centres ont fonctionné avec un effectif de **57** apprenants transférés en classe de 4^{ème} et 3^{ème} année et 2eme année de l'école classique.

Perspectives :

Continuer avec les enfants de l'année passée intégrés dans le système classique en cours de remédiation pour renforcer les acquis afin qu'il y soit une continuité de l'intervention et un impact notoire sur le niveau des apprenants

Projet N°6 :

Titre du projet : Projet maintien et d'insertion des enfants hors école et de renforcement de la protection des filles et garçons contre le COVID 19, et les violences physiques et sexuelles dans les régions de Ségou et Mopti (ProFiG_Violences) Phase 2

Période du projet : 05/12/2021 au 30/11/2022

Zone de couverture du projet : Mali, Région de BANDIAGARA : cercle de Bandiagara : Communes de : Segue ire, Diamnati, Ondougou, Dogani bere, Metoumou, Borko(Tintan), Kende, Soroly, Dandoli, Sangha, Kendie, Pignari bana, Pelou, Dourou

Cible du projet : 17707 Enfants et adolescents (8853 filles et 8854garçons) 7477 adultes (Hommes et Femmes)

Montant total du financement : 204 686 778 FCFA

Montant financement : 204 686 778 FCFA

Source de financement : EDUCO/UNICEF/ProFiG

Description du projet :

A l'instar de l'année précédente, la présente phase a été réalisée dans une période caractérisée également par l'aggravation de la crise sécuritaire au centre du pays entraînant un déplacement massif de population dans la région de Bandiagara, aussi la situation sécuritaire volatile dans les localités de Sangha, Pignari Bana, Kendié, Pélou et Dourou limitant ainsi les mouvements, le contexte de COVID-19 . Ces difficultés ci-dessus évoquées auraient pu être des facteurs de risque dans la conduite normale des activités. Malgré cet environnement difficile, le projet a pu être géré pour permettre d'atteindre les résultats escomptés grâce au dispositif de suivi mis en place à travers un mécanisme approprié de suivi prenant en compte d'une part le suivi des activités sur le terrain et d'autre part celui de la progression dans l'atteinte des résultats. Dans le but donc d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente, le suivi s'est réalisé à travers plusieurs niveaux. Il s'agit :

- des planifications mensuelle et hebdomadaire,
- des rencontres mensuelles présentielle et en ligne initiées tant au niveau interne à ASG, qu'au niveau externe (rencontre tournantes d'Educo et ses partenaires).
- des missions de supervision trimestrielle
- des missions/rencontres semestrielles du bilan des activités
- de la collecte et la fourniture des indicateurs de suivi au Chargé de suivi-évaluation d'Educo
- des missions de supervision initiées par Educo
- des rencontres du comité de pilotage

Le présent rapport retrace les activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de maintien et d'insertion des enfants hors école et de renforcement de la protection des filles et garçons contre le COVID 19, et les violences physiques et sexuelles dans la région de Bandiagara (ProFiG_Violences) Phase 2 dans les milieux familiaux, communautaires et scolaires pendant l'année 2022. Les activités se sont poursuivies durant la période dans un contexte sociopolitique, sécuritaire et sanitaire assez difficile.

Description des services rendus :

Activité 0.0: Formation de démarrage des staffs du projet sur les aspects transversaux (MRM, PSEA-Prévention de l'exploitation sexuelle et abus indicateurs outil de mécanisme de collecte des données gestion des cas

Activité 1.1. Appuyer 14 initiatives communautaires de base pour la prévention et la protection des enfants contre les violences physiques et sexuelles (Les Organisations Communautaire de Base pour la mise en œuvre des résultats de l'étude PEP dans les 14 Communes de Bandiagara :

Activité 1.2. Former 140 acteurs communautaires sur la détection, la documentation, le référencement des cas et la politique de bienveillance de Educo avec l'élaboration d'un schéma de signalement

Activité 1.5: Renforcer les appuis mensuels au fonctionnement des acteurs communautaires (relais communautaires ; des grands-pères et les grands-mères, comités de bienveillance ou de comités locaux de protection) pour la détection, la documentation et le référencement des cas sensibles aux genres et à l'âge

Activité 1.6: Renforcer les cadres d'échanges trimestriels entre acteurs communautaires (chefs de villages, chefs religieux, groupement de femmes ; les grands-mères et les grands-pères, relais communautaires ; comités de bienveillance ou Comités locaux de protection) les groupements de jeunes et d'enfants et travailleurs sociaux sur les questions de violence dans la communauté

Activité 1.7: Organiser 28 cadres d'échanges entre la mairie et les acteurs communautaires pour la pérennisation du mécanisme communautaire de protection : élaboration et suivi des plans d'action de pérennisation.

✚ **Activité : 2.1.** Recycler 15 membres des acteurs institutionnels de protection sur la gestion de cas (mise en place d'un réseau d'acteurs de protection composé de la santé, la justice, l'éducation, sécurité, sociale et les autres ONG/ONGI qui font la gestion des cas)

Activité 2.3: Appuyer le fonctionnement du réseau d'acteurs de protection pour la tenue des Conférences de cas dans la région de Bandiagara.

Activité 2.4: Animation de 14 points d'écoutes des jeunes PEEJ

Activité 2.5. Appui à la prise en charge d'urgence psychosociale, alimentaire, sanitaire, vestimentaire et d'hébergement de 336 enfants à risque et /ou victimes de violences physiques et sexuelle par la mise en place d'un fonds gestion de cas

Activité 2.7 : Appuyer la médiation familiale le réinsertion scolaire, sociale et /ou économique de 336 enfants victimes de violences sexuelle et physiques Appuyer la médiation familiale le réinsertion scolaire, sociale et /ou économique de 696 enfants victimes de violences sexuelles et physiques

Activité 2.8: Assurer le suivi des enfants accompagnés dans la gestion de cas

✚ **Activité 3.1:** Formation/Recyclage de 210 membres des coopératives scolaires des écoles fondamentales et groupements d'enfants communautaires et scolaire sur le leadership des jeunes, la participation, la protection de l'enfance et le genre.

Activité 3.2: Appuyer 14 plans d'action des coopératives scolaires des écoles fondamentales et des groupements d'enfants communautaires pour la sensibilisation de proximité : organisation des groupes de discussion

Activité 3.3: Recycler 140 acteurs communautaires sur l'éducation parentale (1 jour)

Activité 3.4: Organiser 336 séances d'échanges intergénérationnelle bimestrielles entre grands-mères et grands-pères et les groupements d'enfants et jeunes

Activité 3.5: Organiser une campagne de sensibilisation dans les écoles et en milieu communautaire par les coopératives scolaires et les groupements d'enfants et de jeunes des communes sur la protection des enfants contre les violences physiques : « Zéro violence physique et sexuelle faites aux enfants "Je m'engage et toi ?" ».

Activité 3.7 : Diffusion de message de sensibilisation sur la protection des enfants contre les violences physiques et sexuelles à travers les radios locale :

Cas de succès/Témoignages :

Projet N°7 :

Titre du projet : Sous projet d'appui à la scolarisation et au maintien des filles à l'école au Mali dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti : **Sous-composante 1.2 : Interventions communautaires pour faire progresser l'autonomie des femmes**

Période du projet :

Zone de couverture du projet : Région de Mopti, CAP de Sevaré, Sofara, Djénne

Cible du projet : **Cibles primaires :** Femmes et Adolescentes., **Cibles secondaires :** Enfants, hommes, personnel de santé, gouvernants, membres de la société civile, leaders religieux et communautaires, autorités administratives, élus

Montant total du financement : 1717712650 CFA

Montant financement : 171772650 F CFA

Source de financement : SWEDD à travers la Banque Mondiale (BM)

Description du projet :

Le projet pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) est une initiative conjointe du Groupe de la Banque Mondiale (BM), des Nations Unies et de neuf (09) pays du Sahel (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Il vise l'accélération de la transition démographique en vue de la capture du dividende démographique et de la réduction des inégalités entre les sexes tout en améliorant le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes. La phase 1 du projet a été lancée au Mali par la signature de l'accord de financement le 03 Avril 2015 avec une mise en œuvre effective des interventions auprès des bénéficiaires jusqu'en décembre 2020.

Forts des résultats très encourageants enregistrés, lors des quatre années de la première phase, arrivée à terme le 31 décembre 2020, la Banque mondiale et les Gouvernements ont convenu de la prorogation du projet jusqu'au 31 décembre 2024 avec un financement additionnel. La phase2 du SWEDD, continuera à contribuer à l'atteinte des objectifs du Mali visant à ralentir le rythme de la croissance démographique et, capitaliser sur sa population en matière d'éducation et de santé ainsi que les opportunités économiques. Le projet sera mis en œuvre dans 5 régions en plus du district de Bamako. Les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso sont prioritaires et celles de Ségou, Mopti et le district de Bamako maintiendront les activités définies et mises en œuvre pendant la première phase du projet. Un ciblage détaillé sera effectué pour identifier les bénéficiaires (communautés, filles, jeunes femmes) en vue de délivrer le paquet d'interventions planifiées.

Le projet finance les interventions structurées autour de trois composantes et sous composantes ci-dessous :

- ◇ **Composante 1 :** Améliorer la demande régionale de services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescents ;
- ◇ **Composante 2 :** Renforcer la capacité régionale pour la disponibilité des produits RMNCAHN et des travailleurs de la santé, qualifiés ;
- ◇ **Composante 3 :** Renforcer l'engagement politique et la capacité d'élaboration des politiques et de mise en œuvre des projets

● **Objectifs du sous projet**

Objectif général : Contribuer à une augmentation du taux de scolarisation et au maintien des filles au fondamental et au secondaire général, technique et professionnel d'au moins 30% dans les zones d'intervention du projet.

Objectifs spécifiques :

- ☞ Recruter, former et réinsérer au moins 7 500 enfants déscolarisées et non scolarisées dont au moins 70% de filles au niveau de l'enseignement primaire classique dans les zones du projet ;
- ☞ Rehausser d'au moins 30% le taux d'achèvement des filles au fondamental dans les écoles retenues pour les interventions d'ici la fin du projet ;

- ☞ Rehausser le taux de maintien d'au moins 10% des filles au secondaire général et dans les enseignements techniques et professionnel dans les zones d'intervention du projet ;
- ☞ Contribuer à une augmentation d'au moins 0,4 années d'éducation supplémentaires dans les trois régions prioritaires d'intervention du projet ;
- ☞ Assurer une augmentation moyenne de 10 ans en termes de niveau d'éducation pour tous les participants aux programmes ;
- ☞ Réduire les pratiques traditionnelles néfastes à la scolarisation des filles, les mariages et grossesses précoces en améliorant le niveau de connaissances des enseignants, des élèves et des communautés sur le genre, la SR, les VBG, les droits de l'enfant etc.

Description des services rendus :

Pour les interventions allant de Janvier au 31 décembre 2022, les activités ci-après ont été planifiées et réalisées dans les trois CAP du projet.

Stratégie 1 : Vise au recrutement, à la formation et à la réinsertion des filles déscolarisées et non scolarisées à l'école fondamentale 1, en vue d'appuyer celles désireuses d'être inscrites ou de retourner dans le système d'enseignement classique au niveau des communautés rurales (villages, hameaux et quartiers, zones périurbaines).

1. Evaluer les apprenants à mi-parcours dans les centres SSA/P
2. Participer à l'organisation de la mission de suivi-supervision des centres SSA/P par la DNEF
3. Evaluer la phase finale des apprenants dans les centres SSA/P
4. Restituer les résultats de l'évaluation finale des centres SSA/P aux communautés
5. Réaliser le recyclage des formateurs des animateurs des centres SSAP sur les normes et principes de la SSAP
6. Réaliser le recyclage des animateurs des centres SSAP
7. Préparer progressivement les dossiers des apprenants des centres SSAP de la première cohorte
8. Assurer la mission d'identification et de mise en place des sites devant abriter les centres SSA/P pour la cohorte 2
9. Enrôler les enfants déscolarisés précoces ou non scolarisés de 8 à 12 ans dans les centres SSAP cohorte 2
10. Assurer la prise en charge des animateurs suppléants des centres pour les enseignements
11. Assurer le transfert des équipements vers les nouveaux sites devant abriter les centres SSA/P de la cohorte 2
12. Former les membres des CGC sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion des centres SSAP des CAP de Sofara, Djenné, Sevaré
13. Organiser la rencontre pédagogique trimestrielle des animateurs des centres SSA/P
14. Assurer l'acheminement des kits scolaires et matériels didactiques dans les centres SSA/P
15. Organiser l'évaluation des apprenants de la cohorte 2 en phase langue dans les 15 centres SSA/P de Mopti
16. Organiser des cours de remédiation au profit des apprenants transférés dans les 10 écoles publiques d'accueil F1

Stratégie 2 : Vise à soutenir la scolarisation des filles via leur maintien à l'école jusqu'à la fin du fondamental 2

17. Renseigner les résultats du D.E.F dans les 12 écoles F2 de Mopti
18. Organiser des cérémonies de remise de vélos, appuis hébergement dans les 3 CAP d'intervention à Mopti
19. Octroyer des subventions ou bourses aux mamans des filles fréquentant les écoles cibles SWEDD à Mopti
20. Appuyer l'hébergement des filles dans les 12 écoles F2 d'intervention SWEDD de Mopti
21. Octroyer des subventions aux filles pour l'entretien des bicyclettes y compris les pécules

22. Organiser des cours de remédiation à l'endroit des filles du fondamental 2 des 12 écoles couvertes par le Projet SWEDD à Mopti
23. Renforcer les capacités des leaders religieux, traditionnels sur le mécanisme de maintien des filles à l'école
24. Former les enseignants et les conseillers pédagogiques sur le genre, les VBG, et la SR

Stratégie 3 : Maintien des filles au secondaire général et technique ou professionnel

25. Atelier pour l'établissement des listes des filles ayant bénéficié d'un appui SWEDD entre 2017-2022 admises au DEF et transférées vers le secondaire/ établissements professionnels

Stratégie 4 : Réduction des pratiques néfastes au maintien des filles à l'école et l'amélioration des connaissances des filles sur les compétences de vie et la santé de la reproduction

26. Organiser 03 campagnes d'information dans les CAP sur les pratiques néfastes à la scolarisation et au maintien des filles à l'école avec les leaders communautaires

Gestion de Projet

27. Assurer le suivi des activités par le personnel ONG et CAP
28. Rappel du remboursement des perdièm de la collecte de données effectuée dans les écoles du fondamental 2 du SWEDD à partir du 1er au 15 Juin 2022
29. Rappel du remboursement des perdièm des superviseurs et coordinateurs de la collecte de données (cartographie) effectuée dans les écoles d'intervention du SWEDD à partir du 27 au 1 Juillet 2022
30. Assurer en permanence la collecte des données dans les écoles du fondamental 2 du SWEDD
31. Participer à l'atelier bilan du trimestre 2 et révision du plan de travail T3
32. Participer à l'atelier bilan du trimestre 3 et révision du plan de travail T4
33. Participer à la cérémonie de remise du véhicule du coordinateur à Bko
34. Dotation des agents de l'ONG en tablettes

Cas de succès/Niveau d'atteinte des indicateurs :

- **Niveau d'atteinte des indicateurs**

En ce qui concerne le niveau d'atteinte des indicateurs pour ce bilan annuel, nous pouvons noter :

- 78 missions de suivis- superviseurs menés par les superviseurs durant les trimestres, 2, 3 et 4, soit 26 sorties par trimestre.
- 13 villages mobilisés dans le cadre de la restitution des résultats des 15 centres SSA/P
- 833 apprenants des deux cohortes (première cohorte 406 apprenants et deuxième cohorte 427 apprenants) ont reçu des kits scolaires et matériels didactiques
- 355 apprenants suivis dans les 10 écoles publiques d'accueil des CAP de Sofara, Djenné et Sevaré/Konna
- 355 apprenants ont participé aux cours de soutien dans les 10 écoles d'accueil
- 294 actes de naissance établis dans les tribunaux administratifs de Mopti et de Djenné au profit des apprenants transférés.
- 75 membres des CGC renforcés sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion des centres SSA/P
- 15 centres SSA/P identifiés et fonctionnels pour la cohorte 2
- 427 apprenants dont 203 garçons contre 224 filles identifiés et enrôlés sur les listes des 15 centres SSA/P de la cohorte 2
- 3 Conseillers Pédagogiques mobilisés pour le recyclage des animateurs
- 18 animateurs renforcés dans leurs pratiques pédagogiques lors de l'atelier de recyclage
- 3 animateurs suppléants prise en charge durant toute l'année scolaire 2021-2022
- 1348 filles ont participé aux cours de soutien, il s'agit de 330 filles de 9ième année scolaire 2021-2022 et 1018 de celle de 2022-2023

- 444 élèves admis au D.E.F sur 611 ayant composé, d'où 72,08% de filles contre 73,17 pour les garçons, un pourcentage global de réussite pour les 12 écoles de l'ordre de 72,67%
- 1018 filles ont participé aux cours de soutien dans les 12 écoles F2
- 48 filles ont bénéficié de vélos y compris les pécules pour les repas de midi

Cas de bonnes pratiques

- La participation du personnel des ONG et autres partenaires aux rencontres bilans trimestriels et la révision du plan de travail est une bonne pratique permettant aux uns et aux autres d'être au même niveau d'information dans la mise en œuvre des activités du projet SWEDD.
- La participation du coordinateur au cadre d'échange sur les préparatifs de la nouvelle rentrée scolaire 2022-2023 est une bonne pratique à instituer dans le domaine de l'éducation.
- L'acquisition de matériel roulant (véhicule) pour le coordinateur est gage de motivation supplémentaire pour mener à bien les missions de suivi-supervision dans les écoles SWEDD.
- La formation, la mobilisation des enseignants des CGS, la sensibilisation des comités de veille et des parents d'élèves constituent des facteurs déterminants dans la lutte contre les PTN
- L'implication des autorités politiques, administratives, traditionnelles et religieuses à toutes les étapes de mise en œuvre aussi bien dans les centres SSA/P que dans les écoles F2, est de nature à pérenniser les acquis.
- L'établissement de 253 actes de naissance au profit des apprenants transférés dans 10 écoles d'accueil de Mopti, a été l'un des facteurs de succès dans la mobilisation des parents à s'impliquer dans la scolarisation de leurs filles.
- L'organisation des cours de soutien au profit des filles dans les 12 écoles F2 de Mopti a été l'un des facteurs de réussite du taux d'admission élevé des candidats au D.E.F 2022, soit 72,67% (73,17% pour les garçons et 72,08% pour les filles)

Projet N° : 8

Titre du projet : Projet d'Appui à la Scolarisation des Filles au Mali (PASCOFI) sans les cercles de Ségou et Baraouéli

Période du projet : 1er Juillet au 31 décembre 2022

Zone : AE de Ségou, commune de Ségou avec 33 écoles cercle de Ségou et cercle de Baraouéli avec 24 écoles dans les communes de Boidié (10 écoles), Dougoufe (4 écoles) et Kalakè (10 écoles).

Cibles du projet :

- Elèves filles et garçons du fondamental 1
- Elèves à faible rendement scolaire
- Familles PDI, filles de familles vulnérables
- Enseignants,
- Membres des CGS, AME, APE,
- Parents d'élèves

Montant total du financement : 19 007 788, 60FCFA pour la première année soit 41.231, 64 CAD 94 872 154,40FCFA pour la deuxième année soit 205 796, 43 CAD Soit un total de 113 879 943 FCFA ou 247 028, 07 CAD pour 15 mois

Montant financement : : 19 007 788, 60FCFA

Source de financement : EUMC/CANADA

Description du projet :

En 2020 EUMC a reçu un financement d'Affaires mondiales Canada (AMC) pour un projet d'une durée de 5 ans (2021-2026) à mettre en œuvre au Mali avec un budget approximatif de CAD 12 millions pour contribuer à l'amélioration des apprentissages et rendement scolaires des filles du premier cycle (Fondamental 1) dans les 200 écoles ciblées dans les régions de Mopti et Ségou. Le Projet d'Appui à la Scolarisation des Filles au Mali (PASCOFI) permettra de contribuer à réduire les disparités dans l'apprentissage et le rendement scolaire de filles vulnérables et touchées par le conflit armé au Mali dans les régions de Mopti et Ségou. Cette initiative constitue une initiative sensible aux conflits et adaptée au contexte du Mali qui contribuera au renforcement du pouvoir et au droit à une éducation de qualité et sur un pied d'égalité des filles en âge scolaire (cycle Fondamental 1). Le PASCOFI adopte une approche au niveau de l'école, de la communauté, de la famille et des filles, qui est fondée sur l'équité et qui s'attaque aux principaux obstacles socioculturels, économiques et institutionnels, qui affectent le maintien, l'apprentissage et le rendement scolaire des filles du premier cycle de l'enseignement fondamental.

L'objectif global de PASCOFI est l'amélioration des niveaux d'apprentissage et de rendement scolaire des filles du premier cycle de l'enseignement fondamental dans les régions de Mopti et Ségou. Des actions concrètes seront donc menées pour:

- **Réduire les obstacles** sexo-spécifiques au maintien et au rendement scolaire des filles du premier cycle d'éducation fondamentale ; et
- **Améliorer la qualité et la prise en compte du genre** dans le système d'enseignement fondamental au Mali.

L'ONG ASG a bénéficié d'un financement de l'EUMC pour mettre en œuvre un projet de scolarisation des filles au niveau de 57 écoles de l'AE de Ségou et vise à promouvoir la scolarisation et le maintien de 4332 filles et 3135 garçons au niveau du fondamental 1 soit un total de 7467 élèves pour la durée du projet. Les 57 écoles sont fréquentées par 16 420 élèves dont 8 626 filles et 7794 garçons selon les informations collectées pendant la phase diagnostique. Il prévoit de faire une analyse des résultats scolaires et cible les filles à faible résultat scolaire, les filles en situation de handicap et les filles des familles de PDI. Les filles ainsi ciblées au niveau des écoles et des familles des PDI par des mobilisateurs communautaires bénéficieront des cours de rattrapage pendant les 5 années du projet. Il est prévu d'atteindre directement 1140 filles, 513 familles vulnérables, 285 enseignants de CGS, chargé.e.s de la SCOFI, CAP, AME, leaders durant les 5 années dans la zone du projet.

Les résultats attendus du projet sont :

A la fin des 5 années de mise en œuvre du projet, il est prévu d'atteindre :

- 4332 filles et 3135 garçons au niveau du fondamental 1 soit un total de 7467 élèves ont amélioré leurs résultats scolaires ;

Il est prévu d'atteindre directement :

- 1140 filles de familles vulnérables bénéficieront directement des appuis du projet
- 513 familles vulnérables bénéficieront des appuis du projet,
- 285 enseignants de CGS, chargé.es de la SCOFI, CAP, AME, leaders seront renforcés et accompagneront les élèves à faible rendement scolaire ;

Indirectement:

- 3192 filles et 3136 garçons soit un total de 6327 élèves améliorent leur résultat scolaire.
- 12 683 personnes touchées par des campagnes de mobilisation communautaires dans la commune de Ségou et les trois (3) communes de Barouéli soutiendront la promotion de l'équité genre, le maintien des filles à l'école, lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des filles et des femmes en général.

Description des services rendus :

Pour les interventions allant de 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2022, les activités ci-après ont été planifiées et réalisées dans les CAP de Ségou et Baraouéli.

2.1 Activité 1111 : Séances de rattrapage tenant compte du genre dispensées dans des espaces sécurisés aux filles vulnérables et susceptible à l'abandon scolaire

2.2 Activité 1112 : Ateliers de sensibilisation sur les enjeux qui affectent la scolarisation des filles

2.3 Activité 1113 : Création d'un système de mise en relation des filles ayant achevé le F1 avec des projets et opportunités existants.

2.4 Activité 1121 : Assistance conditionnelle en espèces pilotée pour fournir aux familles des ressources pour soutenir la scolarisation des filles les plus vulnérables et susceptible à l'abandon scolaire

2.5 Activité 1122 : Ateliers d'information sur les compétences de base en gestion financière et sur la gestion de conflit tenues pour les familles bénéficiaires de l'assistance conditionnelle en espèces

2.6 Activité 1131 : Activités de mobilisation communautaire favorisant un environnement propice à l'éducation des filles (incl. la prévention des VBG et les mariages précoces) menées avec AME et OSC

2.7 Activité 1132 : Campagnes multimédias sensible au genre, organisées ciblant les parents, leaders communautaires/ religieux, en particulier les hommes, sur les obstacles à l'éducation des filles et leurs droits

2.8 Activité 1133 : Solutions novatrices dirigées par la communauté conçues et mises en œuvre pour améliorer le maintien des filles à l'école

2.9 Activité 1211 : Enseignant.e.s. des écoles ciblées formé.e.s sur la pédagogie inclusive et soucieuse de l'égalité des genres, incluant des techniques de gestion de grande classe

2.10 Activité 1212 : Plateforme numérique d'appui à l'enseignement (avec outils et ressources pédagogiques et didactiques tenant compte du genre) pilotée dans les régions ciblées

2.11 Activité 1221 : Bulletins scolaires mis à l'essai en collaboration avec les CGS pour améliorer la collecte et la diffusion de données scolaires désagrégées

2.12 Activité 1222 : Système de subventions forfaitaires piloté comme mécanisme incitatif récompensant la présence des enseignant.e.s et les résultats scolaires dans les établissements d'enseignement décentralisés

Résultats obtenus :

Les principaux résultats obtenus pendant la période de rapportage sont les suivants :

- 440 élèves filles identifiées en partenariat avec les CAP et les directeurs d'écoles, bénéficieront de séances de rattrapage tenant compte du genre dispensées dans des espaces sécurisés aux filles

vulnérables et susceptibles à l'abandon scolaire, après l'analyse des résultats des évaluations du premier trimestre

- 56 familles identifiées pour recevoir l'assistance conditionnelle en espèces pilotée pour soutenir la scolarisation des filles les plus vulnérables et susceptibles à l'abandon scolaire
- 20 AME mises en place (dont 8 à Ségou et 12 à Baraouéli)
- 6 mobilisateurs communautaires (3 à Ségou et 3 à Baraouéli) identifiés et orientés sur les fondamentaux du projet
- 60 enseignantes et enseignants ont été identifiés et retenus dans la perspective de la mise en œuvre des séances de rattrapage au bénéfice des filles susceptibles à l'abandon scolaire
- 120 séances de sensibilisation qui ont touché 1300 personnes dont 870 femmes (soit 67%).
- 56% des séances de sensibilisation prévues pour l'AN1 (120/228) ont été réalisées
- 22% des cibles prévues (1300/5700) ont été touchées par les séances de sensibilisation

Les activités du projet, notamment les sensibilisations commencent à provoquer un changement de comportement au niveau des communautés.

Cas de succès et leçons apprises :

Cas de succès : Un début de changement de comportement au sein des communautés est certainement le plus grand succès du projet ; en effet, les parents d'élèves et les leaders religieux/communautaires affirment que les différentes séances de sensibilisations auxquelles ils ont participé les ont rendus beaucoup plus sensibles aux questions de genre et à alléger les tâches domestiques des filles pour leur permettre d'être à l'heure tous les jours à l'école comme leurs frères. Dès l'instant où les communautés s'engagent, tout est possible.

Leçons apprises

- L'éducation est à la base du développement. L'éducation des enfants prise dans son ensemble, en particulier celle des filles, est un des droits fondamentaux des enfants. Cela nous est bien compris et accepté par les acteurs qui se sont tous investis à accompagner le projet pour l'atteinte des objectifs.
- L'engagement et la participation des communautés sont essentiels pour la réussite d'un projet
- L'implication des partenaires de l'éducation comme l'Académie d'Enseignement, le Centre d'Animation Pédagogique et les Directions des établissements scolaires est le gage de réussite d'un projet d'éducation.
- L'implication des femmes (à travers les AME) dans les activités de sensibilisation est un facteur de réussite du projet ; elles ont une grande influence sur les filles.

Recommandations

- Appuyer et renforcer les capacités des AME afin qu'elles jouent pleinement leurs rôles
- Renforcer les activités de sensibilisation en direction des leaders religieux/communautaires et autorités coutumières au regard de leur poids et de leur influence sur les communautés.

Témoignages

Témoignage 1 : Le président du comité de gestion scolaire du village de Dougoufè (commune de Dougoufè)

Avant l'arrivée du projet PASCOFI, je n'avais jamais donné le droit à ma femme de participer à la prise de décisions sur les problèmes du foyer. J'avais toujours décidé seul. Quand PASCOFI est arrivé dans notre village et à l'occasion des réunions d'écoute et de réflexion, j'ai compris que la femme peut contribuer à la réussite d'une action, tout comme un garçon et même des fois plus ; tout ça, à la suite des séances de sensibilisation réalisées par la mobilisatrice communautaire. C'est à partir des séances de sensibilisation auxquelles j'ai participé que j'ai compris qu'il fallait désormais associer ma femme à la prise des décisions du foyer. C'est ainsi qu'à la rentrée scolaire, j'évalue avec elle le coût de la scolarité de nos trois filles et deux garçons. Si l'argent pour les frais scolaires ne suffit pas, ma femme complète automatiquement avec

joie parce qu'elle a pris part à la prise de décision. Je remercie le projet PASCOFI d'avoir initié dans notre village ce programme qui nous a permis de connaître le rôle que joue la femme dans la vie en général à travers la réduction des barrières sexospécifiques

Témoignage 2 : Le DCAP de Baraouéli

La mise œuvre du projet PASCOFI a contribué à créer une dynamique de fonctionnement des organes de gestion scolaire au niveau communautaire. En effet, la redynamisation des AME et CGS a permis une meilleure implication des communautés dans la gestion de l'école en mode décentralisé. Le projet PASCOFI a également créé une situation jamais connue dans certaines écoles du CAP : le recrutement massif des filles à l'école. Avant l'intervention du projet PASCOFI le recrutement des filles à l'école était faible, seulement 4 filles dans certaines classes. Je crois que ce changement apporté par le projet doit être suivi et pérennisé.

Témoignage 03 : La Présidente de l'association des mères d'élèves du village de Ouoromana, commune de Dougoufè

L'AME est très engagée pour le genre et l'éducation des filles. Je suis aujourd'hui parmi celles qui ont subi les conséquences des barrières qui se dressent face à l'éducation des filles. J'ai été à l'école jusqu'au niveau de la 6ème année, mais hélas, mon père m'a fait sortir de l'école pour le mariage, et aujourd'hui, je suis réduite à une simple ménagère, aux conséquences du mariage d'enfants. Actuellement, en tant que membre et présidente de l'association des mères d'élèves et ayant reçu des renforcements de capacité sur l'égalité de genre et l'éducation inclusive, j'ai décidé de défendre l'éducation des filles jusqu'au bout et aucune barrière ne pourra les empêcher de terminer leurs études, tant que je suis là. Car je ne cesserai de faire prendre conscience aux parents de tous les enfants de notre village, pour que les nos filles ne soient pas victimes comme moi ».

Dans notre communauté beaucoup d'avancées sont constatées en faveur de l'éducation des filles grâce aux actions du projet PASCOFI, moi et les autres membres du bureau avec l'appui de la mobilisatrice communautaire nous réalisons des actions de sensibilisation et de plaidoyers à travers la tenue des réunions, des assemblées générales et des visites à domicile pour mieux casser les barrières au maintien des filles à l'école.

Projet N° : 9

Titre du projet : *Kisili* Projet de mécanisme de réponse rapide d'urgence - Phase 5

Période du projet :

Zone de couverture du projet : région de Tombouctou : cercles de Tombouctou, Diré, Goundam, Gourma Rharous et Niafunké

Cible du projet :

Montant total du financement : 31 166 000 CFA

Montant financement : 31 166 000 F CFA

Source de financement : CRS

Description du projet :

Kisili : C'est sauver des vies, atténuer les souffrances et préserver la dignité humaine pendant et après des crises provoquées par les hommes ou des catastrophes naturelles.

En faisant quoi ?

En apportant une assistance vitale aux populations touchées par des crises particulièrement les conflits

Comment :

- ✓ En assurant une veille humanitaire : suivi de mouvement des populations, émission des alertes ;
- ✓ En conduisant des évaluations rapides multisectorielles des besoins ;
- ✓ En apportant une réponse rapide aux ménages évalués ;
- ✓ En mettant à la disposition de la communauté humanitaire des données utiles pour des éventuelles interventions ;
- ✓ Tout ceci dans l'intervalle de 19 à 21 jours.

Le Système d'Alerte Précoce (SAP), a fait état de récoltes moyennes à particulièrement mauvaises en 2021, avec une faible production de céréales notée en particulier dans les régions de Mopti, Tombouctou, Ségou et Gao. Les déficits de production étaient principalement liés aux catastrophes naturelles et aux terres abandonnées ou non cultivées dans les zones touchées par l'insécurité.⁴ Le Mali continuera probablement à connaître l'insécurité alimentaire en raison des activités agricoles limitées dans les zones touchées par le conflit et de la perte des moyens de (19) pandémie et déplacement.

Les besoins humanitaires ont constamment dépassé de loin les ressources disponibles au Mali. Les contraintes de financement en 2021 ont entraîné un écart de 56 011 personnes évaluées par l'ERRM ne recevant pas d'aide d'urgence.⁵ La capacité locale limitée justifie la présence d'acteurs externes pour à la fois aider les Maliens touchés par la crise et renforcer la capacité des partenaires locaux.

Catholic Relief Services (CRS) propose une cinquième phase du mécanisme de réponse rapide d'urgence de Kisili (ERRM) pour mener 58 évaluations rapides des besoins et 53 réponses multisectorielles afin de fournir une assistance vitale aux populations touchées par la crise dans le nord et le centre du Mali. En collaboration avec six partenaires locaux d'organisations non gouvernementales (ONG) que sont : (Caritas Mopti, ASG, ALPHALOG, GARDL, CRADE et TASSAGHT) et les services techniques du gouvernement malien, CRS soutiendra la coordination humanitaire et la gestion de l'information et fournira une assistance basée sur le marché (espèces, coupons ou achat local/régional) en nourriture, eau/assainissement/hygiène (WASH), des abris et des articles non alimentaires pour répondre aux besoins critiques des ménages touchés par le conflit (HH) sur une période de deux ans.

1.1. Objectif :

Les populations nouvellement déplacées du Mali reçoivent une aide humanitaire rapide.

1.2. Objectifs Spécifiques:

Kisili 5 comprend quatre objectifs à atteindre sur une période de 24 mois :

1. Les acteurs humanitaires utilisent les résultats de 58 évaluations rapides pour accélérer les réponses d'urgence à la suite d'une crise.
2. Les Maliens touchés par la crise ont accès à des espaces de vie appropriés et sûrs.

3. Les Maliens touchés par la crise ont amélioré les conditions WASH qui réduisent la vulnérabilité à la transmission des maladies.
4. Les Maliens touchés par la crise sont en mesure d'assurer leurs besoins alimentaires quotidiens.

Description des services rendus :

Les principales activités de Kisili Principales réalisations avec Kisili d'Octobre 2020 à Octobre 2021

De Janvier 2022 à Décembre 2022, treize (13) Alertes ont été Emises dont dix (10) Alertes Validées qui ont fait l'objet d'évaluation et d'assistances pour les Personnes Déplacées Internes(PDIs).

Ces alertes sont transmises soit par nos points focaux, soit par les services locaux du développement Social ou par les autorités communales.

Cas de succès/témoignages :

- Le transfert de compétence et le renforcement des capacités des partenaires locaux ;
- La dotation des partenaires locaux des moyens logistiques pour la conduite des différentes missions ;
- Les innovations dans la mise en œuvre du projet notamment : La prise en charge d'un spécialiste Wash, le secteur de la protection ;
- La participation aux missions conjointes de redevabilité dans les cercles de Diré, Goundam, Niafouké et Gourma-Rharous ;
- L'octroi des premiers soins par les agents de santé aux personnes affectées lors des différentes missions ;
- La prise en compte de taille de ménages dans les réponses ;
- La disponibilité de ressources humaines qualifiées ;
- L'implication des autorités locales dans tout le processus de RRM;

III. VIE ASSOCIATIVE D'ASG

L'Association Subaahi Gumo (ASG) est dirigée par trois organes qui sont

- Le conseil d'administration
- Le Bureau Exécutif
- Le Secrétariat Permanent

Le bureau exécutif a régulièrement tenu les 12 réunions réglementaires qui ont vu la participation moyenne de 90% de présence des membres à chaque réunion.

Au titre des courriers arrivés, il y a eu plusieurs correspondances et le nombre de courriers départ est de 40 correspondances et le courrier arrivé est de 37. Il faut noter que ces correspondances ne prennent pas en compte les messages électroniques qui constituent pour la plupart les moyens de communication les plus utilisés de nos jours.

Le Secrétariat Permanent est l'organe de mise en œuvre des activités d'ASG. Il est sous la responsabilité et le contrôle du Bureau Exécutif pour lequel, il présente les comptes rendus des rapports d'activités et financiers. Ce dernier a fait le compte rendu du bilan des activités lors du Conseil d'Administration tenu le 30 Janvier 2023 pour partage d'information et prendre les décisions nécessaires.

Les membres du bureau exécutif ont beaucoup apprécié la présence d'ASG dans les régions du Nord Mali et l'incitent à nouer des relations avec de nouveaux partenaires et de reconquérir les anciens partenaires du sud présents au Nord. Ils l'exhortent également à se rendre plus visible avec une bonne collaboration avec l'administration locale, les structures décentralisées, les organisations communautaires de base et tous les acteurs locaux et surtout de valoriser son approche participative communautaire de mise en œuvre de projets de développement.

IV. CONTRAINTES/DIFFICULTES

La mise en œuvre des différents projets exécutés par ASG durant l'année 2022 s'est principalement déroulée dans des zones difficiles (Ségou, Mopti, Tombouctou) en proie à l'insécurité issue de la crise politico-sécuritaire de 2012. Les affrontements intercommunautaires, les menaces, les assassinats ciblés,

l'interdiction de circuler en moto et véhicules de type pick-up ont rendu difficiles la réalisation de certaines activités clé. La présence des groupes armés à tendance djihadistes dans la région de Tombouctou limite les mouvements des populations surtout celui des femmes. Les mouvements des organisations humanitaires village par village sont interdits par les groupes armés dans le cercle de Diré.

En dépit de ces difficultés, ASG a développé des stratégies dans la mise en œuvre de chaque projet en fonction des réalités du terrain afin d'obtenir les résultats énumérés ci-haut, démontrant sa capacité technique et opérationnelle des projets d'urgence et de développement communautaires

V. PERSPECTIVES POUR 2023

A/ Renforcement institutionnel et organisationnel

- Relecture du manuel de procédures de gestion administrative et financière pour prendre en compte certaines observations des partenaires lors des audits.
- Elaboration d'un nouveau plan stratégique
- Renforcement des liens

B/ Renforcement de la présence sur le terrain

- Appui logistique en véhicule tout terrain pour la direction afin de faciliter ses déplacements sur le terrain
- Décentraliser et autonomiser ses antennes régionales et locales.

CANEVAS DU RAPPORT D'ACTIVITE (Modèle B)

Situation Budgétaire

I.1 Ressources / Projet

Intitulé	Montant
ONG	41280000
PTF	639 489 931
Etat	0

I.2 Emplois

Intitulé	Montant
Dépenses d'investissement	476 538 952
Dépenses de fonctionnement	200 551 415
Dépenses d'administration	Compris dans le fonctionnement

I.3 Solde budgétaires

Situation des Comptes

II.1 Recettes/Projet

Intitulé	Montant
Solde créditeur d'entrée	680 769 931
Dépense de l'exercice	676 674 064
Total dépenses/Projet	676 674 064

III Solde final (=recettes – dépenses) de l'exercice)

Intitulé	Montant
En espèce	0
En Banque	4 095 867
En valeurs de caisse	0
Total solde final	4 095 867

IV. Situation des Exonérations par projet :

Intitulé	Montant
Liste des exonérations obtenues	-
Destination des exonérations obtenues	-
Provenance des matières exonérées	-

V. Situation fiscale :

Intitulé	Montant
Impôts et taxes dues	18 820 920
Cotisations dues	52 659 922
Autres contributions	
Audit comptable réalisé	Deloitte & Touche

VI. Difficultés et Recommandations :

Date : 31 janvier 2023

Nom du Responsable de l'ONG

Mahamane BOURY



LISTE DE PRESENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2022

N°	Prénom	Nom	Emargement
1.	Fadimata	SANGHO	
2.	Almatar	KONTA	
3.	Seydou	TOGOLA	
4.	Bocar	COULIBALY	
5.	Mahamane	BOURY	
6.	Noumou	FOMBA	
7.	Fatoumata Hamma	CISSE	
8.	Yéhiya	DAOU	
9.	Yahiya	SANGHO	
10.	Mme Djittèye Dickel	SANGHO	
11.	Hassane	MAIGA	
12.	Mahamane	CISSE	
13.	Ibrahima Sadio	FOFANA	
14.	Hadidiatou	DAGAMAISSA	
15.	Bocar	TOURE	
16.	Mahamoudou	DICKO	
17.	Mariétou	OUOLOGUEM	
18.	Mme Cissé Arkia	CISSE	
19.	Issa	BOCAR	
20.	Boubacar	DICKO	
21.	Mariam	MAIGA	
22.	Abdoulaye	TRAORE	
23.	Aissata	SANGHO	
24.	Mme Ouédraogo Haby	DIARRA	

25.	Amara	TRAORE	
26.	Moussa Aliou	MAIGA	
27.	Moussa	TOGO	
28.	Abdoulaye	OUOLOGUEM	
29.	Mamadou	KANSAYE	
30.	Hamadi Oumar	MAIGA	
31.	Mama	SOGOBA	
32.	Yacouba	OUMAR	
33.	Mahamane B	CISSE	
34.	Mariam	DIARRA	
35.	Abdoulaye	DEMBELE	
36.	Idrissa Adama	DJITTEYE	
37.	Samba	CISSE	
38.	Soumaila	CISSE	
39.	Sibiri	CISSE	
40.	Aboyana	ABOCAR	
41.	Abdoulaye	DICKO	
42.	Moudouwoye	Ouologuem	
43.	Ibrahima	MAIGA	
44.	Abdou Hamada	MAIGA	
45.	Boncano S	TOURE	
46.	Aly	KONARE	
47.	Mamo	BOUBEYE	
48.	Hamadoun	TOURE	
49.	Mahamoudou	DJITTEYE	
50.	Mohamed	MAIGA	
51.	Oumar	NABO	
52.	Alhadi	TRAORE	
53.	Ali	TRAORE	
54.	Hamadoun	CISSE	
55.	Oumar	SANGHO	
56.	Amadou	TOURE	
57.	Mahamane	SIDIBE	

Liste de présence des membres du bureau exécutif d'ASG

N°	NOM PRENOM	POSTE	CONTACT	EMARGEMENT
1	Abdoulaye Amadou Traoré	Secrétaire au Développement	79 37 16 43	
2	Mahamane Boury	Secrétaire General	66 73 71 59/76 73 71 59	
3	Yacouba Oumar	Trésorier General	76 44 04 52	
4	Mme Djiteye Dickel Sangho	Trésorière Adjointe	76 17 22 87	
5	Noumou Fomba	Commissaire aux comptes	76 30 82 05	
6	Seydou Togola	Président	79 33 90 73	